



LUTTE CONTRE LE SIDA

Le Congo adopte la position commune africaine

La République du Congo a adopté la position commune africaine sur la lutte contre le VIH/Sida, conformément à l'engagement pris, en juin 2016, par les chefs d'Etat d'accélérer et d'intensifier la lutte contre cette pandémie, à l'occasion de la rencontre virtuelle de la Commission de l'Union africaine organisée le 24 mai,

L'amélioration du financement de la riposte au VIH/Sida est inscrite parmi les priorités du programme de société du chef de l'Etat, a déclaré le ministre de la Santé et de la Population, Gilbert Mokoki, qui précise que malgré l'impact de la Covid-19, la couverture antirétrovirale en faveur des malades du VIH au Congo a connu une stabilité entre 2019 et 2020.

Page 5



Le ministre de la Santé et son équipe lors de la rencontre virtuelle sur le VIH

MEETING INTERNATIONAL GRAND PRIX CAA

Une bonne moisson pour les athlètes congolais

Les Diables rouges d'athlétisme qui participaient au Meeting international grand prix CAA de Douala sont rentrés le 24 mai avec neuf médailles, dont cinq en or.

Cette moisson qui place le Congo en deuxième position après le pays hôte, sur seize pays présents à cette compétition, a fortement réjoui le président de la Fédération congolaise d'athlétisme, José Cyr Ebina, qui plaide pour plus de moyens dans la perspective des prochaines échéances. « Nous sommes arrivés à un jour de la compétition et n'étions présents que dans les disciplines de vitesse à cause du manque de moyens », a-t-il regretté.

Page 11



Les athlètes congolais accompagnés du président de la Fédération DR

MALI

La communauté internationale rejette la démission forcée des dirigeants

Après l'arrestation, lundi, du président de la transition, Bah N'Daw, et de son Premier ministre, Moctar Ouane, le colonel Assimi Goïta, vice-président de la transition et « homme fort » du Conseil national pour le salut du peuple a annoncé hier, dans un communiqué, la mise à l'écart de ces deux hommes placés jusqu'ici à résidence surveillée au camp de Kati, à quelques kilomètres

de la capitale, Bamako. Confuse, la situation qui prévaut actuellement dans ce pays a fait réagir la communauté internationale qui a rejeté tout fait accompli, y compris la démission forcée des dirigeants. Elle exige par ailleurs la libération « immédiate et inconditionnelle » du président de transition, du Premier ministre, Moctar ainsi que certains de leurs collaborateurs.

Page 8

Éditorial

Attention !

Page 2

COVID-19

L'état d'urgence de nouveau prorogé

ÉDITORIAL

Attention !

Plus les jours passent plus il devient évident que l'immense région du Sahel sombre dans le chaos. En témoignage ce qui s'est passé lundi au Mali où les militaires ont arrêté le président et son Premier ministre sans le moindre respect des règles démocratiques.

Survenant après la mort brutale du président tchadien Idriss Déby et alors que les actes terroristes se multiplient dans les zones désertiques où prolifèrent les milices islamiques, cet acte incompréhensible confirme le fait que cette partie du continent se trouve aujourd'hui plongée dans un désordre institutionnel dont rien de bon ne peut sortir. Il témoigne également du fait que la force Barkhane et le G 5 Sahel n'ont pratiquement aucune chance de ramener la paix dans cette partie du continent.

Prévisible hélas ! depuis longtemps et très précisément depuis l'assassinat, programmé par les puissances occidentales, du « Guide libyen » Mouammar Kadhafi il y a dix ans, le désordre qui s'installe dans cette partie du continent fait désormais peser une menace directe sur l'Afrique centrale au cœur de laquelle nous vivons. Il lance à nos pays un avertissement dont leurs dirigeants doivent prendre la juste mesure. Pour dire les choses de façon encore plus claire, il doit nous amener à mettre rapidement en place sur toute l'étendue du Bassin du Congo les dispositifs de sécurité intérieure et extérieure qui permettront de bloquer la longue marche de l'extrémisme vers le grand Sud.

Placés comme nous le sommes, nous citoyens du Bassin du Congo, nous avons tous les moyens nécessaires pour protéger la paix dont dépend notre avenir proche et lointain. Mais encore faut-il que nous mettions en place les institutions collectives qui nous permettront de nous protéger contre les forces du mal dont ce qui se passe dans la partie nord du continent démontre la nocivité. Autrement dit que nous créions une communauté de défense capable de neutraliser les forces du mal avant que celles-ci nous submergent.

Ce qui se passe en Centrafrique démontre de façon claire que le temps du discours est révolu et que le temps de l'action est venu. Le temps de l'action, c'est-à-dire la mise en place d'une institution semblable à celle que les pays européens et les Etats-Unis ont édifée pour se protéger au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, c'est-à-dire l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Ne nous leurrions pas, il y a urgence !

Les Dépêches de Brazzaville

GOUVERNANCE

La FMC plaide pour le redressement économique

Dans une récente déclaration, le 1er secrétaire de la Force montante congolaise (FMC), Vadim Osdet Mvouba, a demandé aux membres du gouvernement, particulièrement au nouveau Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, de poursuivre les efforts concernant le redressement de l'économie nationale.



Vadim Osdet Mvouba/Adiac

Après la passation de consigne, le 18 mai, entre l'ancien Premier ministre Clément Mouamba et son successeur, Anatole Collinet Makosso, puis la tenue du premier conseil de cabinet du nouveau gouvernement, le 19 mai, la FMC estime que le train est déjà en marche d'où la nécessité des forces vives de la nation d'unir leurs efforts pour une mise en œuvre complète du projet de société du président de la République.

Au nom des jeunes du Parti congolais du travail (PCT), Vadim Osdet Mvouba compte sur le savoir-faire du nouveau locataire de la primature pour poursuivre les efforts déjà consentis par son prédécesseur, en matière de sécurisation rigoureuse des recettes de l'Etat, qui demeure aujourd'hui l'épine dorsale de l'action politique de la FMC.

« Acteur politique qui a longtemps gravité autour de la constellation jeunesse dans le cadre de ses différentes responsabilités, le choix d'Anatole Col-

linet Makosso est, à n'en point douter, un vibrant hommage rendu à celle-ci, autrement dit à ce capital humain essentiel au développement même de notre pays. Il y a donc, pour nous, jeunesse du PCT, un vent d'espoir qui souffle sur notre Congo éternel. Nous saluons donc avec beaucoup d'enthousiasme cette heureuse nomination et souhaitons nos vœux de réussite au nouveau Premier ministre, chef du gouvernement », a indiqué Vadim Osdet Mvouba au nom des membres du FMC qui sont disponibles à accompagner le nouveau gouvernement.

Sans remettre en cause le patriotisme et le pragmatisme du Premier ministre sortant, Clément Mouamba, Vadim Osdet Mvouba pense qu'Anatole Collinet Makosso devrait poursuivre avec efficacité les efforts de redressement engagés au Congo, stimulés notamment par l'issue fructueuse des négociations avec le Fonds Monétaire International.

Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chefe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-donnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire :

Mélaine Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :

Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,

Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé

Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo

DIRECTION TECHNIQUE

(INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué

Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Guillaume Pigasse

Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo

Chef de service préresse : Eudes Banzouzi

Gestion des stocks : Elvy Bombete

Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba,
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L'université de Pointe-Noire, un des défis d'Edith Delphine Emmanuel Adouki

La nouvelle ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique qui a officiellement pris ses fonctions, le 21 mai, entend apporter la touche féminine dans ce sous-secteur qu'elle connaît depuis près de 33 ans.

Cheffe de département de master et de formation doctorale à la faculté de droit de l'Université Marien-Ngouabi, Edith Delphine Emmanuel Adouki succède à Bruno Jean Richard Itoua qui a passé cinq ans à la tête du ministère de l'Enseignement supérieur. Parmi la trentaine de dossiers transmis à la nouvelle ministre figure le chantier de l'université interdépartementale qui sera érigée dans le Kouilou. « C'est un engagement que le chef de l'Etat a pris et que nous en tant que ministre de l'Enseignement supérieur avons le devoir de réaliser. Nous allons donc nous y atteler; Ainsi que l'a dit le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, nous serons jugés aux résultats », a déclaré Edith Delphine Emmanuel Adouki.

L'autre dossier concerne l'université Denis-Sassou-N'Gusso de Kintélé qui a ouvert ses portes cette année. « C'est un enfant que nous

allons accompagner, que nous allons aider à grandir parce que les premières années sont les plus difficiles. Mais lorsque vous donnez à l'enfant tout dont il a besoin, vous pouvez être sûr que l'enfant grandit pour devenir un adolescent et ensuite un adulte », a-t-elle poursuivi. Elle aura aussi la charge de poursuivre la numérisation et la modernisation de l'Université Marien-Ngouabi. « La tâche est lourde, je pense que si les défis existent, c'est pour être relevés et les défis ne peuvent pas être relevés par les hommes mais aussi par des femmes. Je m'inscris dans le combat qui était celui de nos mères, nos aînées, nos sœurs dont certaines ont disparu, qui ont pu affirmer que les femmes avaient leur place dans le processus de développement de notre pays. Je suis consciente de ma charge, de mes devoirs... », a ajouté Edith Delphine Emmanuel



Bruno Jean Richard Itoua cédant le témoin à Edith Delphine Emmanuel Adouki DR

Adouki.

Bruno Jean Richard Itoua s'est, de son côté, félicité de la qualité du dialogue social qui existe désormais au sein du sous-secteur. Selon lui, le protocole d'accord signé avec les partenaires sociaux a permis de régler les remous dus, entre autres, au non-paiement des arriérés de salaires et des heures supplémentaires.

« Ce protocole d'accord appliqué rigoureusement par le ministère des Finances jusqu'au mois de janvier est probablement le dernier maillon de ce que nous puissions fonctionner de façon apaisée... Depuis janvier, devant les tensions, quelques problèmes ont pu apparaître mais je sais que le Premier ministre, chef du gouvernement, Anatole Collinet

Makosso, connaît le problème. Si ce protocole est respecté, nous pouvons continuer à préserver la paix sociale dans le sous-secteur », a conseillé celui qui s'occupera désormais du ministère des Hydrocarbures.

Bruno Jean Richard Itoua est, en effet, conscient qu'il laisse le département dans les bonnes mains.

Parfait Wilfried Douniama

GOUVERNEMENT

Hugues Ngouélondélé dévoile ses priorités

Le nouveau ministre de la Jeunesse et des sports, de l'Éducation civique, de la Formation qualifiante et de l'Emploi s'est engagé à poursuivre le travail accompli par ses prédécesseurs avec pour ambition de poursuivre certaines œuvres inachevées



Passation de consignes entre Nicéphore Antoine Thomas Filla Saint Eudes et Hugues Ngouélondélé DR

Nicéphore Antoine Thomas Filla Saint Eudes a passé le témoin à Hugues Ngouélondélé, lors de la passation de service qui s'est déroulée le 22 mai. Le nouveau ministre a, dans la foulée, promis de promouvoir les métiers porteurs et de développer les compétences pour l'employabilité de la jeunesse. « Je vous assure de mon engagement à poursuivre dans le même élan, afin d'améliorer les offres de formation pour les différentes catégories des sans-emplois, de promouvoir les métiers porteurs et d'intensifier le développement des compétences pour l'employabilité au profit de notre jeunesse », a déclaré Hugues Ngouélondélé. Son prédécesseur, Nicéphore Antoine Thomas Filla Saint Eudes, s'est dit très heureux de transmettre l'œuvre à une personne capable de la conserver, l'entretenir et la protéger.

Les dossiers de la jeunesse et de l'éducation civique lui ont été officiellement remis par Destinée Hermella Doukaga, lors de la passation

de consignes, qui s'est déroulée le 21 mai.

Hugues Ngouélondélé a également salué le travail accompli par la ministre sortante, avant de s'engager dans la poursuite de certaines œuvres inachevées. « Soyez rassurée, Mme la ministre, que le succès de vos réalisations ne restera pas lettre morte. Mais, il nous servira de base de travail et nous inspirera à poursuivre certaines œuvres inachevées, afin de les accomplir avec succès dans la continuité d'un service public d'excellence au profit de notre jeunesse », a souligné l'actuel ministre de la Jeunesse. Un engagement fortement salué par la ministre sortante. « Connaissions l'homme pour son sérieux et son sens de devoir pour le travail bien fait, ainsi que sa rigueur, je peux compter sur sa vision de préserver les acquis dans la continuité, en y imprimant sa marque personnelle pour l'intérêt de notre jeunesse », a précisé Destinée Hermella Doukaga.

James Golden Eloué

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Jean Jacques Bouya a pris le portefeuille de l'entretien routier

Le ministre de l'Aménagement du territoire, des Infrastructures et de l'Entretien routier, Jean Jacques Bouya, a pris ses fonctions le 24 mai à Brazzaville, à l'issue d'une passation de consignes avec son prédécesseur, Emile Ouosso.



Les ministres Jacques Bouya et Emile Ouosso lors de la passation de consigne la Lékoumou.

Devant son prédécesseur, Emile Ouosso, Jean Jacques Bouya a reconnu le poids de la responsabilité qui lui est confiée mais reste confiant face aux défis à relever. Doté d'une riche expérience en la matière cumulée à la Délégation générale des Grands travaux, il place son challenge sur la transfiguration physique du Congo. Pour atteindre cet objectif, le ministre de l'Aménagement du territoire tient, avant tout, à capitaliser les acquis et à consolider les jalons déjà posés par le gouvernement dans la construction des infrastructures de base et routières.

« Pour ce qui est du ministère, je m'engage à consolider et capitaliser les acquis, avec l'apport des cadres. Le caractère transversal de notre ministère rend sa mission complexe et difficile mais l'intelligence et la volonté nous permettront de booster les choses. Cependant, il nous faut la rigueur car nous sommes attendus aux résultats », a précisé Jean Jacques Bouya.

S'adressant à son successeur, Emile Ouosso, qui est promu à la tête du département des zones économiques spéciales, a présenté à Jean Jacques Bouya les dossiers urgents pour lesquels il doit focaliser son attention dès ses premiers instants. Parmi ceux-ci, figure au premier plan la question de l'entretien routier et la construction des ponts.

Sur ce volet, Emile Ouosso exhorte son homologue à poursuivre le bitumage des routes avec le Système de stabilisation des sols dit "SSS". Un produit moins coûteux importé d'Asie que le gouvernement a testé avec succès en 2011 dans le département de

la Lékoumou. « Le produit "SSS" est une solution alternative. Coulé sur la chaussée, il s'apparente au bitume classique et peut résister pendant plus de 5 ans. En 2011, nous l'avons expérimenté sur la route de Komono qui résiste jusqu'aujourd'hui, malgré des milliers de grumiers qui y passent. Il vous permettra d'aménager plusieurs routes à moindre coût », a affirmé Emile Ouosso à son successeur.

Le Fonds routier et le BCBTP, d'autres dossiers importants

Emile Ouosso a soumis aussi à son successeur le dossier sur le Fonds routier. Une structure, selon lui, qui peine à remplir ses missions régaliennes. De même, il lui a fait état du Bureau de contrôle des bâtiments et travaux publics (BCBTP) pour lequel il a jeté des fleurs.

En rappel, Jean Jacques Bouya est diplômé de l'école de pilotage de Dinard en France et titulaire d'une licence de pilotage professionnel Avions obtenue à l'école de pilotage de Miami-Floride aux Etats-Unis d'Amérique. Il est aussi détenteur d'une licence en informatique et d'un diplôme d'études générales et universitaires en mathématiques pures et appliquées, obtenus en France.

Dans l'exercice de son métier, Jean Jacques Bouya a presté dans les compagnies Air France, Sobelair en Belgique et à Airlingus en Irlande, avant de regagner le pays où il a piloté le boeing 727 de la présidence de la République.

Firmin Oyé

AGRICULTURE

Le Congo veut renforcer son système de protection des espèces végétales

Des producteurs locaux, experts agricoles et représentants des pouvoirs publics sont réunis à Brazzaville, depuis le 25 mai, pour échanger sur l'épineuse question de la protection des obtentions végétales. L'initiative soutenue par l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) permettra au pays d'améliorer sa production agricole et de promouvoir la recherche agronomique.

La plupart des producteurs congolais n'utilise pas de semences certifiées, dont la production reste incertaine. Or, le développement agricole dépend en grande partie de l'accès aux semences de qualité ou de nouvelles variétés, souligne Emery Fabrice Senga, le directeur du Centre national de lutte contre les maladies des cultures.

La rencontre des acteurs du secteur agricole avec les experts de l'OAPI (visioconférence), selon Emery Fabrice Senga, va inciter les chercheurs locaux à mettre en place de nouvelles variétés qui sont potentiellement productives, afin de les rendre accessibles pour le monde rural. C'est aussi l'avis de Vincent Ferrier Mayoke, chef de service juridique à la Structure nationale de liaison OAPI, qui insiste sur la promotion des actifs des activités agricoles.

Au Congo, l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) est l'organisme habilité à la création va-

riétale. Une nouvelle variété créée par cette structure étatique est automatiquement mise à la disposition des paysans. Le directeur général de l'INRA, Dr Armand Claude M'Vila, a insisté sur l'accompagnement des partenaires de l'OAPI en vue de booster la recherche agronomique et le développement du monde rural.

Le pays peut compter pour cela sur l'appui de l'OAPI, à travers le Projet de renforcement et de promotion du système de protection des obtentions végétales (PPOV), lancé depuis 2019, avec le soutien de l'Union européenne et d'autres partenaires. Selon Magui Noko de l'OAPI, le séminaire sur la protection des obtentions végétales, s'inscrivant dans le cadre du PPOV, vise à sensibiliser les parties prenantes aux mécanismes de protection et de valorisation des variétés végétales, ainsi qu'à permettre la création d'une synergie entre les différents acteurs du secteur privé et public du Congo.



Les participants au séminaire Adiac

Seule la culture des variétés végétales, par exemple, des maïs, d'arachides, du manioc, des haricots, du safou, de la banane, des ignames..., peut faciliter l'autosuffisance alimentaire dans le pays. « L'enjeu de cette rencontre est véritablement de stimuler la productivité agricole, d'assurer la sécurité alimentaire et de promouvoir le développement durable. Ce sont des aspects très importants pour nos États qui fondent leur croissance sur l'agriculture. Nous souhaitons que dans les 17 pays membres de l'OAPI puissent développer des

variétés végétales qui permettront l'agriculture industrielle », a affirmé Magui Noko, représentante du directeur général de l'OAPI.

Il faut noter que le travail de l'OAPI dans ce domaine est d'aider les chercheurs à protéger leur création, en délivrant le Certificat d'obtention végétale (COV), un titre de protection qui concerne toute variété nouvelle, créée, d'un genre ou d'une espèce de plante. Le COV est délivré en République du Congo par l'OAPI par le biais de l'antenne nationale de liaison. Durant quatre jours, les participants

au séminaire vont échanger, outre les points évoqués, sur le travail des centres de recherche en matière de production variétale ; les principes directeurs des examens techniques DHS ; la mise en place d'une collection de référence : modalités et défis de l'élaboration d'un catalogue national ; le mécanisme de valorisation des résultats de la recherche ainsi que la collaboration entre producteurs et exploitants de semences pour la commercialisation efficace des variétés végétales.

Fiacre Kombo

RENCONTRE CITOYENNE

Les cadres de la Likouala engagés à accompagner le gouvernement

Réunis le week-end dernier à l'occasion de la réception des trois ministres originaires de leur département, nommés récemment par le président de la République, les ressortissants de la Likouala à Brazzaville ont non seulement honoré les promus, mais aussi remercié Denis Sassou N'Gusso pour cette marque de confiance.

« Que le président de la République trouve ici l'expression de reconnaissance de la Likouala tout entière pour la marque de confiance qu'il fait aux nôtres. Nous tenons à réitérer ce jour notre engagement à soutenir sans faille le président Denis Sassou N'Gusso dans ses actions salvatrices pour le Congo », ont-ils réaffirmé dans une déclaration rendue publique par le député de Bouanela, Hypolyte Seko.

En effet, trois fils de la Likouala siègent actuellement au gouvernement Anatole Collinet Makosso. Il s'agit notamment du ministre de l'Intérieur, de la Décentralisation et du Développement local, Guy Georges Mbaka, du ministre de la Santé et de la Population, Gilbert Mokoki, et du ministre de la Culture et des Arts, Dieudonné Moyongo. Des trois, seuls Georges Mbaka est nouveau. « Messieurs les ministres, au regard de l'immensité des tâches qui vous incombent et de nombreux défis à relever dans l'accomplissement du projet de société : Ensemble, poursuivons la marche vers

le développement, les filles et fils de la Likouala ne ménageront aucun effort pour vous accompagner dans vos tâches respectives si besoin il y a », a conclu la déclaration.

S'exprimant au nom des trois promus, le ministre de la Santé et de la Population, Gilbert Mokoki, a traduit leur fierté d'être fils de la Likouala. Selon lui, ce rassemblement leur rappelle l'esprit de la solidarité des Likoualiens et les interpelle pour qu'ils puissent maintenir la flamme allumée au lendemain des indépendances par leurs aînés. « Certes, nous avons bénéficié de la confiance du président de la République, mais certainement nous ne sommes pas les plus intelligents. Nous ne sommes pas peut-être ceux qui ont la meilleure moralité, mais des cadres engagés, travailleurs et qui se sont toujours distingués par le travail. C'est pourquoi, je demande aux filles et fils de la Likouala d'exceller dans le travail pour toujours attirer positivement l'attention des décideurs politiques », a-t-il



Les trois ministres originaires de la Likouala entourés de leurs invités Adiac

exhorté, précisant que leurs portes sont ouvertes pour recevoir des suggestions.

Les attentes des ressortissants de la Likouala

Hilley Kamara, député suppléant de la deuxième circonscription d'Impfondo : « Nous réaffirmons notre soutien, notre adhésion à l'endroit du président Denis Sassou N'Gusso. La rencontre d'aujourd'hui est aussi l'occasion pour nous Likoualiens de semer de nouvelles bases, de voir comment ensemble nous pouvons redémarrer, la main dans la main, afin de développer le département de la Likouala

qui nous est cher. Nous devons être une force de proposition pour eux... »

Conseiller municipal de Brazzaville, Yvon Adelard Bonda est également originaire de la Likouala : « En tant que fils de la Likouala, je crois que c'est un motif de fierté parce que nous avons aujourd'hui nos trois aînés qui représentent pas seulement la Likouala mais le Congo. Nous pensons qu'ils doivent apporter un plus dans ce que le président de la République fait aujourd'hui, et faire en sorte que l'on puisse accomplir son programme de société. Je suis très fier du choix du président de la République

sur ces trois ministres. »

Jean Ignace Tendelet : « Nous avons demandé à nos frères de travailler pour la République, pour le bien-être de tous les Congolais. Nous attendons d'eux des résultats, cela veut dire que pour avoir de bons résultats ils doivent s'entourer des cadres compétents, des cadres qui ont une probité morale, des cadres qui doivent leur permettre de lutter contre les anti-valeurs. Le cadre de la Likouala est généralement un travailleur, c'est un exemple dans la probité morale, dans une rigueur ».

Parfait Wilfried Douniama

SANTÉ

Le Congo adopte la position commune africaine sur le VIH/Sida

La Commission de l'Union africaine a organisé, le 24 mai, une rencontre virtuelle des ministres en charge de la Santé au cours de laquelle le pays a adhéré à la nouvelle politique sur l'orientation de la réponse au VIH/Sida, prélude à la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations unies prévue du 8 au 10 juin.



Le ministre de la Santé et son équipe lors de la rencontre virtuelle sur le VIH

« Le Congo a adopté le projet de position commune africaine sur la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale de 2021 sur le VIH/Sida », a déclaré le ministre de la Santé et de la Population, Gilbert Mokoki. Pour intensifier les efforts dans la lutte contre cette maladie, les chefs d'Etat et de gouvernement avaient approuvé une résolution visant à atteindre les "trois 90" :

90% de toutes les personnes vivant avec le VIH qui doivent connaître leur statut; 90% des personnes qui connaissent leur statut doivent avoir accès au traitement; 90% des personnes sous traitement doivent avoir une charge virale supprimée. Le ministre Gilbert Mokoki a expliqué que malgré l'impact de la pandémie de Covid-19, la couverture antirétrovirale en faveur des malades du VIH a

connu une stabilité entre 2019 et 2020. Ces résultats ont été atteints, grâce à l'engagement du gouvernement et à l'appui de ses partenaires comme le Fonds mondial, l'Onusida, l'OMS, le Pnud, le Fnuap, l'Unicef... Il a, par ailleurs, souligné que l'augmentation de la couverture du pays en districts sanitaires et l'installation des postes de distribution communautaires des antirétroviraux visent à faciliter l'accès universel et équitable à la prévention, au diagnostic, au traitement, puis aux soins.

La nécessité d'un plaidoyer par l'Onusida a été signalée pour l'inclusion de nombreux pays au niveau régional, dont le Congo, qui ne sont pas encore dans le mécanisme du Plan d'urgence pour la lutte contre le Sida et pour soutenir l'initiative de la mise en place d'une agence africaine du médicament.

« L'amélioration du financement de la riposte au VIH/Sida est une des priorités conformément au projet de société : Ensemble poursuivons la marche », a conclu le ministre de la Santé et de la Population, Gilbert Mokoki.

Rominique Makaya

COVID-19

Les chefs de quartier sensibilisés à la vaccination

La commission prévention, contrôle des infections, mobilisation sociale et communication sur les risques du comité technique de lutte contre le coronavirus a organisé, le 22 mai, une séance de sensibilisation à l'importance de la vaccination à l'endroit des chefs de quartier des neuf arrondissements de Brazzaville.



Les chefs de quartiers pendant la sensibilisation/Adiac

Au cours de cet échange qui a été animé par le Dr Jean Claude Emeka, président de la commission prévention, contrôle des infections, mobilisation sociale et communication sur les risques, l'apport des chefs de quartier a été sollicité afin d'atteindre l'objectif fixé par le gouvernement, celui de vacciner 63% de la population congolaise contre le coronavirus. Pour ce faire, l'orateur a demandé aux participants de mobiliser les habitants de leur quartier respectif à se faire vacciner puisque le nombre des personnes atteintes du coronavirus ne fait qu'augmenter, avec 11.476 cas

dont 10.391 guéris, 924 cas actifs et 154 décès. Le Dr Emeka a rappelé la nécessité de toujours respecter les mesures barrières tout en demandant aux chefs de quartier de ne pas croire aux différents messages « négatifs » qui circulent sur les réseaux sociaux. A en croire Lucien Francky Ibata, président de la sous-commission promotion de la santé et mobilisation sociale Covid-19, plusieurs autres sessions de formations seront organisées, notamment à l'endroit des leaders d'opinion et des médecins chefs de districts sanitaires.

Rude Ngoma

ENTREPRENARIAT

« Schekinahevent » entend promouvoir l'autonomisation des Congolaises

Basée aux Etats-Unis depuis deux ans, la société « Schekinahevent » s'implantera au Congo d'ici juillet, en vue de booster la gent féminine dans divers domaines.

Selon Chancelle Vialle Moubouli, fondatrice de ladite firme, « Schekinahevent » offrira des formations gratuites dans plusieurs disciplines, à savoir la décoration, le design, le conseil matrimonial et vestimentaire. En effet, l'objectif de cette entreprise est au cœur des enjeux de la promotion du genre. « Nous souhaitons avant tout former les femmes et jeunes filles dans le but de permettre à celles-ci de prendre leur destinée en main et d'être financièrement autonomes », a-t-elle déclaré, signifiant que l'idée est de booster le potentiel des femmes et jeunes filles et susciter chez ces dernières un intérêt pour l'auto-emploi afin d'accroître le taux de participation de la gent féminine à l'entrepreneuriat. « Les diffé-

rentes formations que nous allons proposer permettront la création d'un cadre d'échanges et de discussions en vue d'aider les femmes et filles congolaises désireuses d'entreprendre à se lancer dans ce secteur », a fait savoir la CEO de « Schekinahevent ». Pour l'instant, Brazzaville et Pointe-Noire seront les premières villes concernées par les offres de formation de Schekinahevent. Toutefois, ses formations vont s'étendre dans d'autres départements du Congo.

Il sied de noter qu'au Congo l'autonomisation des femmes est une réalité. Les femmes congolaises sont volontaires, déterminées et dynamiques. Elles jouent un rôle primordial dans la croissance du pays. Leurs fonctions, aussi diverses soient-elles, les placent au centre des défis économiques, sociaux et politiques que doit encore relever le Congo.

Gloria Imelda Lossele

VOIRIES URBAINES

La mairie de Brazzaville va poursuivre le pavage des artères de la capitale

Le maire de la ville de Brazzaville, Dieudonné Bantsimba, a annoncé le 25 mai, le pavage de certaines artères de la capitale.

« Nous allons mettre à profit ce début de saison sèche pour commencer dans quelques jours les travaux de pavage des artères de la ville de Brazzaville, notamment à Madibou, Talangaï et Poto-Poto », a-t-il déclaré à l'ouverture des travaux de la 8ème session ordinaire du conseil départemental et municipal de Brazzaville.

« Je réitère mon invite au travail bien fait, à la rigueur et à la discipline... Le bureau exécutif du conseil entend poursuivre ses efforts pour continuer à mériter la confiance des Brazzavillois », a ajouté Dieudonné Bantsimba.

Au cours de cette session, les participants vont examiner les comptes administratifs et de gestion, le règlement du budget du conseil municipal exercice 2020.



Le présidium des travaux/Adiac

du secteur de la culture permettra à nos villes de tirer parti de la richesse et de la diversité de leur patrimoine en vue d'accroître leur attractivité et leur rayonnement », a-t-il indiqué.

Les élus locaux vont aussi délibérer sur l'organisation des transports publics urbains dans la commune de Brazzaville et se prononcer sur la réglementation du secteur des jeux de hasard, des paris sportifs. Le maire de Brazzaville a en outre annoncé l'organisation d'une formation des agents municipaux avec l'appui des partenaires. « Le bureau exécutif du conseil a jugé utile d'améliorer les compétences des agents municipaux au travers d'un programme de formation dans le domaine de la culture. Une bonne gestion

Les élus locaux et agents des seize communes du Congo prendront part, du 14 au 16 juin à Brazzaville, à un atelier qui sera financé par l'Organisation internationale de la francophonie (OIF). Dans le cadre des formations, il est prévu aussi un cours sur la passation des marchés publics.

Fortuné Ibara


ORDRE NATIONAL DES EXPERTS-COMPTABLES EN REPUBLIQUE DU CONGO

Regi par la loi n°29-2019 du 18 novembre 2013, le règlement N°11/01-UEAC-027-CM-07 du 05/12/2001 et l'article 695 du traité de l'acte uniforme OHADA

Siège social : 2e Etage Immeuble Coray, Rue de la Musique Tambourinée | BP. 1980 Brazzaville - Congo | Tél. : +242 06 518 35 34 | Email : onec.congo@oneccongo.org | Site : www.oneccongo.org

TABLEAU 2021 DES MEMBRES DE L'ORDRE AU 1er MAI 2021 (Art. 46, 47 et 48 de la loi n°29-2019 du 18 novembre 2013)
1 - SECTION DES EXPERTS-COMPTABLES LIBERAUX

N°Ordre	Noms & Prénoms	Inscriptions ONEC		Agrément CEMAC	N°Ordre	Noms & Prénoms	Inscriptions ONEC		N° Agrément CEMAC
		N°	Année				N°	Année	
001	MIGAN Christian D	001-ECL	2019	EC-082	029	KETEVU Comlan Victor	031-ECL	2021	EC-452
002	MABIALA Ange Eugène	002-ECL	2021	EC-106	030	LINVANI Aimé Blanchard	032-ECL	2019	EC-458
003	Jacques BILALI	003-ECL	2019	EC-123	031	LOUFOUA Pierre Narcisse	033-ECL	2019	EC-463
004	MBOUSSA Sylvain	005-ECL	2019	EC-209	032	MAMPANGUILA Gervais	034-ECL	2019	EC-465
005	GOMEZ-GNALI André	006-ECL	2019	EC-219	033	MBANI Jean Valère	035-ECL	2019	EC-468
006	KALI -TCHIYEMBI Paulin	007-ECL	2019	EC-220	034	M'BOUMBA Jean Christian	036-ECL	2019	EC-472
007	KOUZOLO Noël	008-ECL	2019	EC-222	035	MONDJO née OTSOA MOUAPO Imelda	037-ECL	2019	EC-476
008	MBADI Dieudonné	009-ECL	2019	EC-223	036	MOUFOUMA MAUCLAIR Philippe	038-ECL	2019	EC-478
009	AGUINGO Guy Patrice	010-ECL	2019	EC-250	037	NDAMBA Frederic Thierry	039-ECL	2019	EC-483
010	EBANGA Raphaël	011-ECL	2019	EC-276	038	NGOULOUBI - MBIMA	040-ECL	2019	EC-486
011	KEMENI Pierre	012-ECL	2021	EC-302	039	IPALA NZAMBA Patrice	041-ECL	2019	EC-490
012	BESSEVI GBENDJEDO Etienne	013-ECL	2021	EC-311	040	OGANGA-LIMOUNA Raymond Michel	042-ECL	2019	EC-494
013	GAMASSA Patrick Michel	014-ECL	2019	EC-338	041	BAKALA GAMBOU Gérard	043-ECL	2019	EC-495
014	TCHAMBA Samuel	015-ECL	2019	EC-339	042	PORTELA Jean Louis	044-ECL	2021	EC-506
015	DENGUET ATTICKY Serge Alexandre Patrick	017-ECL	2019	EC-360	043	SEKET José Serges	045-ECL	2019	EC-508
016	MOUHINGOU Michel Robert	018-ECL	2019	EC-371	044	SOUSSI-TCHAPI René	046-ECL	2021	EC-509
017	OSSIBI Arsène Didace	019-ECL	2019	EC-372	045	TCHIKAYA Jean Marie	047-ECL	2019	EC-512
018	YOLO Auguste	020-ECL	2019	EC-373	046	TSIKABAKA KOUDISSA Marius	048-ECL	2019	EC-514
019	MANKENDA André	021-ECL	2019	EC-375	047	LIPIKA Armel Gherlys Paul	049-ECL	2021	EC-516
020	TSOUMOU Reich Fresney	022-ECL	2019	EC-379	048	QUENUM Hipolyte Hilaire	050-ECL	2019	EC-534
021	ETOU OBAMI Brice Voltaire	023-ECL	2019	EC-389	049	MEYA Jacques	051-ECL	2019	EC-535
022	MALONGA Jean Pierre	024-ECL	2019	EC-391	050	KOULIMAYA Guy Fellih	052-ECL	2019	EC-536
023	MAYABEL Roger	025-ECL	2019	EC-393	051	MABIALA Fernand	053-ECL	2019	EC-581
024	BOCKONDAS MOCKONDZY Jean Paul Roger	026-ECL	2019	EC-429	052	MISSETETE GANGUIA Abraham	054-ECL	2019	EC-618
025	DJONA Jean	027-ECL	2019	EC-435	053	OKINGA EBOUNGOU Colbert	055-ECL	2019	EC-626
026	ELOMBO Marcel	028-ECL	2019	EC-439	054	MBAYA Placide Le Prince	056-ECL	2021	EC-652
027	FOLLO Isaac Raymond	029-ECL	2019	EC-442	055	GANONGO BONGO Vistel Blardone	057-ECL	2021	EC-653
028	IKONGA Rémy	030-ECL	2019	EC-445					

2 - SECTION DES SOCIETES D'EXPERTISE COMPTABLE (SEC)

N°Ordre	Noms & Prénoms	Inscriptions ONEC		Agrément CEMAC	N°Ordre	Noms & Prénoms	Inscriptions ONEC		Agrément CEMAC
		N°	Année				N°	Année	
001	Cabinet PricewaterhouseCoopers (PWC)	001-SEC	2019	SEC-007	008	Cabinet EXCI-MAA	008-SEC	2021	SEC-089
002	Cabinet GKM Audit & Conseil	002-SEC	2019	SEC-014	009	Cabinet MAM EC	009-SEC	2021	SEC-091
003	Cabinet M3B Audit & Expertise Member of Mazars	003-SEC	2019	SEC-035	010	Cabinet RAE Audit - Conseil	010-SEC	2021	SEC-097
004	Cabinet SOCEC	004-SEC	2019	SEC-058	011	Cabinet Congo Business Consulting (CBC)	011-SEC	2021	SEC-098
005	Cabinet Exco CACOGES	005-SEC	2019	SEC-061	012	Cabinet KPMG Congo	012-SEC	2019	SEC-099
006	Cabinet Ernst & Young (EY)	006-SEC	2019	SEC-062	013	Cabinet CDM - Consultants	013-SEC	2021	SEC-101
007	Cabinet Rainbow Finance	007-SEC	2019	SEC-079	014	Cabinet DELOITTE (DTT)	014-SEC	2019	

LES ORGANES DE GOUVERNANCE DE L'ONEC CONGO
BUREAU DU CONSEIL DE L'ORDRE

1	GAMASSA Patrick Michel	Président
2	ETOU OBAMI Brice Voltaire	Secrétaire Général
3	BOCKONDAS MOCKONDZY Jean Paul Roger	SG Adjoint
4	YOLO Auguste	Trésorier
5	SEKET José Serges	Trés. Adjoint
6	MAYABEL Roger	Membre
7	KALI -TCHIYEMBI Paulin	Membre
8	MANKENDA André	Membre

COMMISSION DISCIPLINE

1	KOUZOLO Noël	Président
2	MALONGA Jean Pierre	V/ Président
3	TSIKABAKA KOUDISSA Marius	Rapporteur
4	TCHIKAYA Jean Marie	Membre

COMMISSION DEONTOLOGIE ET ETHIQUE

1	MATONDO-BIKA Dacin Fajude	Président
2	LETH-BOUKA Karl	V/ Président
3	OKINGA EBOUNGOU Colbert	Membre
4	TCHIVENDRAIS Roger Jean Claude	Membre

COMMISSION FORMATION

1	DENGUET ATTICKY Serge Alexandre	Président
2	OSSIBI Arsène Didace	V/ Président
3	TSOUMOU Reich Fresney	Rapporteur
4	QUENUM Hipolyte Hilaire	Membre
5	Serge Didier LENGA	Membre
6	IKONGA Rémy	Membre

COMMISSION INSCRIPTION AU TABLEAU

1	KALI -TCHIYEMBI Paulin	Président
2	KOUZOLO Noël	V/ Président
3	TSOUMOU Reich Fresney	Rapporteur
4	MBOUSSA Sylvain	Membre

COMMISSION CONTRÔLE QUALITE

1	MAYABEL Roger	Président
2	MOUTOU BAKOUMA Davidson H.	V/ Président
3	OBAMBE Gertrude Saleme	Rapporteur
4	BATAMIO Marc-Antoine	Membre

COMMISSION DES NORMES

1	MBOUSSA Sylvain	Président
2	KETEVU Comlan Victor	V/ Président
3	NIAMBI Serge	Rapporteur
4	MATONDO-BIKA Dacin Fajude	Membre
5	Armel LIPIKA	Membre

AFFAIRES SOCIALES ET ACTION HUMANITAIRE

Regard tourné vers les vulnérables

Les catastrophes naturelles dues au changement climatique qui affectent certaines zones du pays plongent la population dans la précarité. La ministre Irène Mboukou-Kimbatsa promet de poursuivre et de renforcer l'œuvre de la protection sociale des vulnérables.

Sur la table de la ministre des Affaires sociales et de l'Action humanitaire, Irène Mboukou-Kimbatsa, il y a le projet Lisungi dont l'objectif principal est d'arrêter la transmission intergénérationnelle de la pauvreté. Au niveau national, l'on note 46,5% de pauvres. Dans les départements, c'est au-delà de 78% tandis qu'à Brazzaville et à Pointe-Noire des poches de grande pauvreté sont nombreuses même si la moyenne nationale pour ces deux villes varie entre 25 et 30%, selon les données du département ministériel.

Par ailleurs, le projet Téléma allonge la liste des axes de travail de la ministre des Affaires sociales et de l'Action humanitaire. Lancé en janvier 2020, le projet concerne tous ceux de nos jeunes citoyens, de 16 à 29

ans, adultes vulnérables de 30 à 59 ans, diplômés sans emploi, au chômage, en situation de handicap ou non, qui sont en capacité d'exercer une activité génératrice de revenus ou de poursuivre une formation en vue de leur insertion professionnelle et sociale. « *Les dossiers urgents vont être conduits à terme en faveur des plus vulnérables d'entre nous* », a indiqué la ministre Irène Mboukou-Kimbatsa.

A revoir

En 2020, ces deux projets de lutte contre la pauvreté, à travers notamment le financement des activités génératrices de revenus, n'ont pas été exécutés suivant les lignes initialement prévues. La pandémie de Covid-19 a tout bouleversé. Les fonds alloués par la Banque mon-



La ministre Irène Mboukou-Kimbatsa lors de sa prise de fonction

diale et d'autres partenaires, en effet, ont été réorientés vers la prise en charge des ménages pauvres et vulnérables durement impactés par les mesures prises pour contrer la pandémie dont le confinement.

Avec la vaccination lancée

contre la pandémie, c'est sûr que les pouvoirs publics finiront par revoir les projets Lisungi et Téléma pour les réorienter vers les actions génératrices de revenus, leur ligne initiale pour poursuivre le combat de la lutte contre la pauvreté.

Autres projets

Le suivi pour optimiser les centres d'action sociale pour l'apprentissage des métiers visant à faciliter l'insertion socio-professionnelle des jeunes s'avère nécessaire. Un centre est déjà opérationnel à Sembé dans le département de la Sangha. Un autre est en attente d'opérationnalisation à Ntam dans le même département.

Il y a aussi le projet Shongaï lancé à Otsende dans la Cuvette et à Louvakou dans le Niari qui mérite une attention particulière. Ce projet avait été lancé à peine quelques années dans le but de favoriser l'accès des démunis à l'entrepreneuriat rural à travers la formation des jeunes, la production et la transformation des produits d'agriculture, d'élevage et de pisciculture dans le pays. Au regard des projets visant à sortir les vulnérables de la pauvreté, il y a du pain sur la planche pour la ministre des Affaires sociales et de l'Action humanitaire.

Rominique Makaya

FORCE PUBLIQUE

La protection des droits humains en période de lutte contre la covid-19

La Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) a organisé du 21 au 22 mai à Brazzaville, en partenariat avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), un séminaire sur la protection des droits humains en période de lutte contre la covid-19.

L'objectif était de mettre à la disposition des officiers généraux et supérieurs de la force publique les rudiments nécessaires afin de leur permettre d'accomplir la complexe et difficile mission qui consiste à assurer la sécurité des personnes et des biens de toute la communauté sur toute l'étendue du territoire national. Dans son mot d'usage, le président de la CNDH, Valère Gabriel Eteka-Yemet, a souligné que ce séminaire était une interpellation. « *Pourtant, a-t-il poursuivi, l'Etat à qui sont opposables les droits de l'homme a, en même temps, l'obligation de les promouvoir et de les protéger* ».

Selon lui, la CNDH et la force publique sont des organes de l'Etat, et que chacun dans son rôle bien déterminé et bien précis : la CNDH assumant celui de contrainte par la loi et la force publique jouant le rôle de répression quand la loi et l'ordre public sont enfreints.

De son côté, le représentant résident du PNUD au Congo, Maleye Diop, a fait savoir que la pandémie de covid-19 met à rude épreuve les gouvernements du monde dans la recherche des solutions pour y mettre fin. Il a interpellé les acteurs chargés de la protection des droits de l'homme au sein de la communauté nationale, la force publique, le personnel judiciaire, les élus, la société civile, les autorités administratives, centrales et locales. Il a également signifié que la force publique est parfois à l'origine des faits d'atteinte aux droits des citoyens et elle a la responsabilité de faire respecter les mesures édictées par les gouvernements pour lutter contre la pandémie.

« *...Nous sommes conscients du danger auquel les éléments de la force publique sont exposés au quotidien, car leur tâche n'est pas aussi facile* », a-t-il dit.

Guillaume Ondze

VIE ASSOCIATIVE

Le CEVTE envisage d'œuvrer dans la protection de l'environnement

L'association dénommée « le Cercle des élites en voyages, tourisme et environnement (CEVTE) » a dévoilé, le 22 mai, son ambition de contribuer à la bonne gestion de l'environnement lors du lancement officiel de ses activités à Brazzaville.

La secrétaire générale de l'association, Hatty Gernande Tandou Nkoussou, a lu à cette occasion le message du président de l'association. Ce message rappelait l'importance de la protection de l'environnement notamment avec la préservation de la qualité de l'air, protection de la source de nourriture et d'eau potable et bien d'autres.

Elle a expliqué que le CEVTE s'est engagé à appuyer les pouvoirs publics afin de participer à l'émergence de ce secteur. « *L'environnement qui englobe aujourd'hui l'étude des milieux naturels, l'impact de l'homme sur la nature et les actions engagées pour les réduire intègre ainsi le champ d'action de l'association* », a-t-elle déclaré.

Les activités seront réalisées au pays dans le respect de l'environnement en mettant un accent particulier sur la conser-



La photo de famille des membres du CEVTE un puissant levier de développement d'un pays. Malheureusement, il reste encore à ce jour un secteur très peu exploité », a-t-elle dit.

vation de la flore et la faune, ajoute Hatty Gernande Tandou Nkoussou.

Abordant le volet tourisme et voyages, poursuit-elle, le CEVTE mettra en valeur les sites touristiques à travers des films documentaires. Il produira également des guides touristiques en offrant des renseignements utiles aux voyageurs afin d'éveiller leur curiosité à découvrir de nouveaux sites.

Selon Hatty Gernande Tandou Nkoussou, le tourisme devient un domaine interdisciplinaire qui englobe d'autres, un véritable patrimoine naturel et culturel notamment dans les déplacements, restauration, l'hébergement, loisirs, les activités sportives et bien d'autres. « *Le tourisme constitue donc*

Notons que la cérémonie a été agrémentée d'une présentation de la pièce de théâtre sur le thème « Environnement, le voyage et le tourisme » par le groupe dénommé « Qui vivra verra ». L'association le Cercle des élites en voyages, tourisme et environnement est une organisation non gouvernementale créée en septembre 2020 aux Etats-Unis. Dirigé par Bertrand Gomo Moukolo, le CEVTE vise à promouvoir et développer l'industrie touristique, la protection et la gestion de l'environnement en Afrique et au Congo.

Lydie Gisèle Oko

HCR

Journalistes et délégués de la société civile formés à la problématique des personnes déplacées internes

La représentation du Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a formé, du 21 au 22 mai à Brazzaville, les délégués des organisations de la société civile, les relais communautaires et les journalistes sur la problématique des personnes déplacées internes, afin de mieux sensibiliser la population sur le sujet.

Les participants ont été formés sur plusieurs thèmes concernant la protection des personnes déplacées internes dont l'approche Cluster a été adoptée en 2005, dans le cadre de la réforme humanitaire du système des Nations unies. Cette formation vise à apporter une assistance humanitaire plus efficace en instaurant un système de coordination sectorielle avec des organisations chefs de file désignées.

Pour une assistance humanitaire appropriée et coordonnée, ces délégués des organisations de la société civile, les relais communautaires et les journalistes étaient aussi sensibilisés au statut juridique des personnes déplacées internes, qui s'appuie notamment sur les principes directeurs et le pacte sur la sécurité. Plusieurs

notions et concepts comme : le droit applicable aux déplacées internes, le droit international relatif aux droits de l'Homme et le droit international humanitaire.

La problématique des personnes déplacées internes liée aux conflits armés, aux catastrophes naturelles et aux inondations fait partie intégrante du mandat du Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés.

Bien qu'au Congo les statistiques sur les déplacés internes n'aient pas été évoquées au cours de l'atelier, le pays a connu plusieurs cas de déplacés internes ces dernières décennies. Pour mieux accompagner ces déplacés internes, il est nécessaire de mettre en place des mécanismes pour les sécuriser



En plein séminaires, journalistes et les délégués des ONGAdiac

au cours des trois phases du déplacement, à savoir avant l'événement, pendant et après le conflit ou la catastrophe.

Par ailleurs, selon les chiffres datant de 2008, l'humanité a déjà enregistré vingt-six millions de personnes déplacées en raison de conflits armés. Au moins trente-six millions de personnes déplacées ont été enregistrées dans le monde à

cause des catastrophes naturelles. Les séminaristes ont été informés des principes d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance qui sont les fondamentaux de l'action humanitaire. « Il est vrai que nous avons l'habitude d'assister aux conflits armés et aux catastrophes naturelles, mais nombreux ne connaissent pas quelle est la compréhension qu'on

devrait avoir sur la problématique des personnes déplacées internes. Il est important aux journalistes d'avoir ces connaissances pour mieux informer les publics », a expliqué Godefroid Quentin Banga, administrateur national de protection au Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés.

Fortuné Ibara

MALI

L'homme fort du pouvoir accuse de «sabotage» les dirigeants arrêtés et reprend les choses en main

L'homme fort du pouvoir malien, le colonel Assimi Goïta, a indiqué mardi avoir déchargé de leurs prérogatives le président et le Premier ministre de transition, coupables selon lui de tentative de «sabotage», dans ce qui s'apparente à un deuxième putsch en neuf mois.

Dans une déclaration de reprise en main malgré l'atterrement causé chez les Maliens et la large réprobation internationale, le colonel Goïta a reproché au président Bah N'Daw et au Premier ministre Moctar Ouane d'avoir formé un nouveau gouvernement sans le consulter, bien qu'il soit en charge de la défense et de la sécurité, domaines cruciaux dans le pays sahélien en pleine tourmente.

Une telle démarche témoigne de leur part «d'une intention avérée de sabotage de la transition», a-t-il dit dans un message lu à la télévision publique nationale par un collaborateur en uniforme.

Le colonel Goïta dit s'être vu «dans l'obligation d'agir» et de «placer hors de leurs prérogatives le président et le Premier ministre ainsi que toutes les personnes impliquées dans la situation».

Les autorités de transition avaient annoncé l'organisation en février-mars 2022 d'élections présidentielle et législatives. Le colonel Goïta, plus vague, dit que la transition suivra «son cours normal et que les élections prévues se tiendront courant 2022».

Le colonel Goïta avait conduit le 18 août 2020 le putsch contre le président élu Ibrahim Boubacar Keïta après des mois de contestation populaire. La junte avait ensuite installé des autorités de transition, dont Bah N'Daw, militaire à la retraite, et Moctar Ouane, diplomate.

Ils s'étaient engagés, sous pressions internatio-

nales, à rendre le pouvoir à des civils élus au bout de 18 mois, et non pas trois ans comme ils l'estimaient nécessaire. Ils conservaient cependant la main sur les leviers du pouvoir, avec le colonel Goïta dans le rôle taillé sur mesure de vice-président en charge de la sécurité.

Lundi, les militaires ont fait arrêter le président, le Premier ministre, le nouveau ministre de la Défense et de hauts collaborateurs, quelques heures à peine après la présentation d'un nouveau gouvernement à la suite de la démission du précédent, confronté à une contestation grandissante.

Ils les ont fait conduire de force au camp de Kati, haut lieu de l'appareil de Défense à quelques kilomètres de Bamako, où l'ancien président Keïta avait dû annoncer sa démission.

Ils sont «sains et saufs. Ils ont passé la nuit dans de bonnes conditions. Le président a vu son médecin», a indiqué un haut responsable militaire s'exprimant sous le couvert de l'anonymat en raison de la volatilité de la situation.

Les colonels ont mal pris que deux des leurs aient été écartés des portefeuilles stratégiques de la Défense et de la Sécurité dans le nouveau gouvernement, qui maintenait pourtant l'emprise des militaires, disent les analystes.

Bien que prévisible, ce énième soubresaut a plongé les Maliens dans la consternation d'un inquiétant déjà-vu. Des appels à se rassembler à Bamako pour protester n'ont trouvé quasiment aucun écho. La capitale, en ce jour férié dédié à l'Afrique, affichait son visage habituel de trafic dense et de vendeurs à la sauvette.

Les militaires, accueillis initialement avec un a priori favorable par une population exaspérée par l'insécurité et la corruption, se sont exposés au re-

proche d'avoir pris goût au pouvoir.

Bamako allait au-devant d'une journée de rumeurs et d'activités diplomatiques et politiques, avec l'arrivée prévue dans l'après-midi du médiateur de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), Goodluck Jonathan.

Tandis que les hashtags contre un nouveau putsch prospéraient sur les réseaux sociaux, la Mission de l'ONU (Minusma) démentait des tweets usurpant sa charte visuelle pour affirmer qu'un nouveau Premier ministre avait été nommé.

La Minusma, l'Union africaine (UA), la France, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Union européenne ont condamné «fermement la tentative de coup de force». Ils rejettent par avance tout fait accompli, y compris une éventuelle démission forcée des dirigeants arrêtés.

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a appelé lundi «au calme» au Mali et à la «libération inconditionnelle» de MM. N'Daw et Ouane.

Selon des diplomates, le Conseil de sécurité pourrait tenir une réunion d'urgence dans les prochains jours.

Une délégation du collectif qui avait mené en 2020 la contestation contre Ibrahim Boubacar Keïta et qui avait été marginalisé par les colonels, s'est rendue dans la nuit à Kati.

Cette crise politique renouvelée renforce les doutes quant à la capacité à tenir l'engagement d'organiser des élections début 2022, dans un contexte où de violences jihadistes et autres continuent sans relâche et où s'accumulent les signes de grogne sociale. La principale organisation syndicale vient d'annoncer une nouvelle grève pour cette semaine.

D'après AFP

CÔTE D'IVOIRE

Pouvoir et opposition se préparent à accueillir Laurent Gbagbo

Acquitté le 31 mars par la Cour pénale internationale (CPI) de crimes contre l'humanité commis pendant la crise postélectorale de 2010-2011, l'ex-président jouit actuellement de nombreux soutiens favorables à son retour au pays après le feu vert donné par l'actuel chef de l'Etat ivoirien, Alassane Ouattara. Selon des sources sûres, des discussions sont en cours entre le gouvernement et le Front populaire ivoirien (FPI) pour fixer les modalités et la date à laquelle il regagnera sa terre natale.

Dans le camp de l'ancien président, l'on estime que son arrivée prochaine en terre ivoirienne sera un moment auquel il retrouvera sa vraie dignité, lui qui a été arrêté dans des conditions jugées « inacceptables » et conduit à La Haye, siège de la justice internationale. Ses partisans veulent que le gouvernement ne fasse plus l'économie du temps, mais qu'il réunisse dès maintenant toutes les conditions nécessaires pour permettre à Laurent Gbagbo de rentrer dans son pays sans plus tarder.

« La vraie réconciliation entre Ivoiriens passe aussi et surtout par le retour de Laurent Gbagbo », souligne un citoyen qui requiert l'anonymat. « On veut Gbagbo ! » scandaient récemment ses partisans venus à l'aéroport d'Abidjan accueillir les exilés du FPI. De son côté, le chef de l'opposition, Henri Konan Bédié, souhaite que « le gouvernement prenne toutes les dispositions nécessaires pour favoriser leur retour en Côte



d'Ivoire dans les meilleurs délais et dans des conditions sécurisées ».

Pour le ministre ivoirien de la Réconciliation nationale, Bertin Kouadio Konan, la date du retour de l'ancien président, précédée par celle de ses anciens partisans, cadres de son parti, et de sa sœur cadette, Jeannette Koudou, sera

connue quand tout sera « prêt » pour l'accueillir, notamment en termes de sécurité. Ceci revient à dire que le gouvernement se prépare à réserver un accueil chaleureux à Laurent Gbagbo et à Charles Blé Goudé, ancien pilier de son régime, acquitté comme lui de crimes contre l'humanité par la justice internationale.

Des gestes d'apaisement se multiplient

Une manière de montrer à l'opinion internationale que l'exécutif ivoirien est prêt à enterrer définitivement la hache de guerre.

A leur retour, Laurent Gbagbo dont le voyage La Haye-Abidjan sera pris en charge par l'Etat, aura droit au traitement réservé aux anciens présidents, selon Alassane Ouattara qui n'a pas mentionné de dispositions particulières concernant Charles Blé Goudé.

Après la réélection de l'actuel chef de l'Etat ivoirien en octobre 2020 pour un troisième mandat controversé lors d'une présidentielle boycottée par l'opposition, ayant donné lieu à une crise électorale qui a fait une centaine de morts et un demi-millier de blessés entre août et novembre, la tension est retombée. Les élections législatives de mars dernier se sont déroulées dans le calme et avec la participation de l'opposition.

Depuis lors, les gestes d'apaisement se multiplient, dont le retour d'exilés et la libération de prisonniers politiques. C'est le cas d'une figure de la société civile

ivoirienne, Pulcherie Gbalet, emprisonnée pendant huit mois pour avoir contesté le troisième mandat d'Alassane Ouattara.

Malgré son acquittement par la CPI, l'ex-président reste sous le coup d'une condamnation en Côte d'Ivoire à 20 ans de prison pour le « braquage » de la Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest commis durant la crise postélectorale. Or, en annonçant début avril qu'il était libre de rentrer dans son pays quand il le souhaitait, le chef de l'Etat ivoirien n'avait pas mentionné cette condamnation de Laurent Gbagbo, mais Amadou Coulibaly, ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement, laisse toujours entendre qu'elle serait levée.

Eu égard à cette imprécision, de nombreux Ivoiriens veulent que le pouvoir affiche une position sans ambiguïté concernant le retour de Laurent Gbagbo au moment où certaines organisations comme le Collectif des victimes de Côte d'Ivoire pendant la crise postélectorale de 2010-2011 qui avait fait quelque 3.000 morts, s'y opposent.

Nestor N'Gampoula

Ecobank Transnational Incorporated

33^e Assemblée Générale Ordinaire suivie d'une Assemblée Générale Extraordinaire Avis De Convocation

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont convoqués à la trente troisième Assemblée Générale Ordinaire qui sera suivie d'une Assemblée Générale Extraordinaire de la Société Ecobank Transnational Incorporated, qui se tiendra par visioconférence le jeudi 27 mai 2021 à 10h30 GMT à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

I – Au titre de l'Assemblée Générale Ordinaire

1. Approbation des Comptes
2. Affectation du Résultat
3. Renouvellement des Mandats d'Administrateurs
4. Ratification de la cooptation d'un Administrateur
5. Renouvellement des Mandats des Commissaires aux Comptes

II – Au titre de l'Assemblée Générale Extraordinaire Modification des Statuts

En raison des problèmes de santé publique importants liés à la pandémie Covid-19, certaines restrictions ont été émises par rapport aux voyages et rassemblements publics tels que les assemblées générales. Dans l'intérêt de la sécurité de ses actionnaires, la participation aux assemblées générales de cette année se fera par visioconférence conformément aux dispositions des Statuts de la Société.

Les actionnaires souhaitant participer à la réunion qui se tiendra par visioconférence, pourront s'inscrire sur <https://ecobank.com/agm> à partir du jeudi 13 mai 2021.

Les actionnaires sont encouragés à soumettre à l'avance, le formulaire de procuration disponible sur le site Internet de la Société (www.ecobank.com), dûment rempli avec leurs intentions de vote et le déposer à Ecobank Transnational Incorporated, 2365 Boulevard du Mono, B.P. 3261 Lomé, Togo, ou l'envoyer par e-mail à AGM@ecobank.com avant la fin de la journée du 26 mai 2021.

La documentation relative aux Assemblées Générales est disponible pour consultation au Siège de la Société à l'adresse ci-dessus et sur le site Internet de la Société, à partir de la date du présent avis.

Lomé, le 30 avril 2021

Pour le Conseil d'Administration et P.O.,

Madibinet Cissé
Secrétaire Général

CICOS

Kinshasa accueille les acteurs clés du programme GMES & Africa

Un atelier régional conjoint réunissant la Commission internationale du bassin Congo-Oubangui-Sangha (Cicos) et l'Agence gabonaise d'étude et d'observation spatiale (AGEOS) se tiendra du 26 au 28 mai, à Kinshasa, en République démocratique du Congo (RDC), sous l'égide de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale.

L'atelier qui a pour thème « Synergie d'actions en Afrique centrale pour une gestion durable des ressources naturelles à travers les données d'observation de la terre », s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme continental GMES & Africa qui est une initiative conjointe entre l'Union européenne (UE) et l'Union africaine (UA), sous la gestion de la Commission de l'UA à travers le Département des ressources humaines science et technologie.

Le programme GMES & Africa vise à promouvoir le développement des

capacités et des ressources institutionnelles, humaines et techniques pour l'accès à l'utilisation de services essentiels issus des données d'Observation de la terre comme une base opérationnelle pour le développement durable en Afrique.

La Cicos et l'AGEOS qui sont à la tête des deux consortiums en Afrique centrale, pour la mise en œuvre de ce programme, développent deux thématiques portant respectivement sur « la Gestion de l'eau et des ressources naturelles » et le « Suivi et Evaluation de forêts d'Afrique centrale ».

Cet atelier régional est l'occasion pour les deux institutions et leurs partenaires d'échanger et partager des informations et leurs expériences respectives sur les services et produits fournis et/ou en cours d'élaboration relativement à leurs différentes thématiques. Il s'agira également de prendre connaissance des attentes de la CEEAC en rapport

avec sa politique régionale sur les ressources naturelles, en vue d'une meilleure capitalisation des résultats issus de ces deux actions thématiques.

Spécifiquement, l'atelier vise à présenter les résultats du programme GMES & Africa en Afrique centrale ; identifier les synergies d'actions possibles entre les deux consortiums ; adopter le planning de suivi et de capitalisation des résultats par la CEEAC.

Environ soixante participants sont attendus à cet atelier qui se déroulera suivant une démarche participative autour des communications et des échanges en plénière et en travaux de groupes. Un espace d'exposition, où les différents partenaires et utilisateurs pourront exposer leurs produits et services, sera aménagé. Une visite des stands d'exposition sera organisée pour démontrer les applications pratiques de l'Observation de la terre sur le terrain.

Guillaume Ondze

TCHAD

Basile Ikouébé nommé représentant spécial de la Commission de l'UA

Le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, a nommé le 24 mai Basile Ikouébé en qualité de représentant spécial au Tchad.

L'ambassadeur Basile Ikouébé, précédemment représentant spécial du président de la Commission de l'Union africaine au Burundi, est désigné depuis lundi dernier, par Moussa Faki Mahamat, comme son représentant spécial au Tchad, chef du bureau de liaison.

« Les départements concernés par ces nominations sont priés de prendre toutes les mesures administratives nécessaires pour faciliter la prise effective de service des intéressés dans les meilleurs délais possibles », mentionne la note.

La nomination de Basile Ikouébé est l'une des vingt recommandations de l'Union africaine pour accompagner la transition au Tchad.

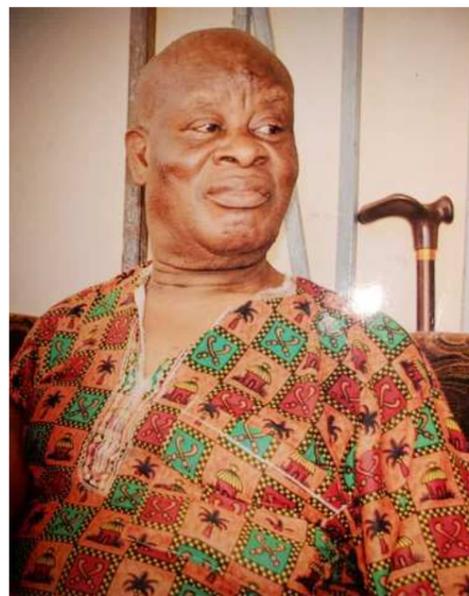
Yvette Reine Nzaba

NÉCROLOGIE

La famille Ndiki informe les parents, amis et connaissances de Brazzaville, Pointe-Noire et Makoua du décès de leur fils Barnadin Rhonel Ndiki, combattant à la Garde Républicaine (GR), survenu le 13 mai 2021, à Brazzaville.

Le deuil se tient au domicile familial n°6, rue Pierre Germain, quartier Kahounga. Référence : entre arrêt Garage sur la route Moukondo-CNRTV et lycée Thomas Sankara.

L'enterrement est prévu le mercredi 26 mai 2021.



La famille Kouendzé et les enfants ont la profonde douleur d'informer les parents, amis et connaissances du décès de leur frère, oncle et père le docteur Jean Jacques Kouendzé survenu le 12 mai 2021 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient sur la rue La vie sympathique au n°03, quartier Makabandilou.

Référence: arrêt de bus « Ecole Imma Ngankou ». Le Programme des obsèques sera communiqué ultérieurement.



M. Grégoire Bonassidi, Mmes Evelyne Djambou, Philomène Djambou, Lydie Djambou, ont le profond regret d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur fils, Glen Thimothée Bonassidi (Timo), survenu le 24 mai à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au domicile familial à Madi-bou, non loin du Lycée agricole Amilcar Cabral.

La date des obsèques sera communiquée ultérieurement.

Messieurs Paterné Kiakouama Miassouekama, Baptême Ouenazo, Mathias Boutoufouilamio, les enfants Miakassissa et famille ont la profonde douleur d'informer les parents, amis et connaissances du décès de leur oncle, grand-frère, père et grand-père Auguste Miakassissa, directeur général du Complexe industriel Auguste Miakassissa (CIAM), survenu le 19 mai 2021 à Brazzaville.

Le deuil se tient au n° 1493, avenue Fulbert Youlou à Makélékélé.

Réf : Arrêt sénégalais Matour. Les obsèques auront lieu le jeudi 27 mai dans son domaine de la loufoulakari.



FORMATION POUR ENTREPRISES ET ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Le cabinet ECIFORM organise des formations au profit des agents des entreprises privées et des administrations publiques dans les domaines suivants :

- Secrétariat et assistantat de direction
- archivage et classement
- Fiscalité
- comptabilité et finances
- Passation des marchés...
- gestion des projets
- suivi-évaluation
- Gestion de stock et des approvisionnements
- Gestion commerciale et marketing...
- GRH
- Métiers de la banque
- Finances publiques
- Métier de protocole
- Rédaction administrative...

Contactez nous au : Tél : 00242 06 621 49 60 - Email : contact@eciform-services.net

CLOSE COMBAT

La fédération adopte son programme d'activités 2021

Les délégués départementaux de la Fédération congolaise de close combat (Fecoclose) ont validé, le 22 mai, à Brazzaville, lors du conseil fédéral inaugural, plusieurs points concourant à la bonne marche de cette structure, entre autres, les différentes actions qui seront menées durant la saison 2020-2021.

Lors de l'échange qui a réuni les membres du bureau exécutif de la fédération ainsi que les représentants des pratiquants de cette discipline de l'hinterland, plusieurs questions liées au développement du close combat au Congo et en Afrique ont été abordées. Ils ont, en effet, parlé des aspects relatifs à la structuration des ligues, la formation des encadreurs et athlètes, la multiplication des campagnes de sensibilisation à l'importance du close combat, l'organisation du championnat national et bien d'autres.

Le programme d'activité fédéral explique, de façon explicite, les activités à organiser avec des objectifs spécifiques tout en pré-



Les participants au conseil fédéral inaugural/Adiac

sant les instances d'exécution, le moyen de vérification, les résultats attendus et les coûts pour leur réalisation.

Outre la validation du pro-

gramme d'activité, les membres du conseil fédéral inaugural de la Fecoclose ont également examiné et adopté la nouvelle dénomination de la fédération

qui s'appellera désormais Fédération congolaise de close combat et disciplines associées (Fecoclose-Da) au lieu de la Fédération congolaise de close

combat(Fecoclose). Ils ont en même temps adopté le nouveau règlement intérieur, les nouveaux statuts avant de compléter, par le biais d'une élection, les deux postes qui étaient vacants au niveau du bureau exécutif national.

En présence des représentants de la direction générale des Sports qui a coordonné les travaux, le 1er vice-président de la fédération, Alain Chabert Madzou a invité les participants à plus d'abnégation dans le travail puisque, selon lui, le sport est un facteur de développement dès lors que sa pratique protège les plus jeunes contre les déviances. Notons que le lendemain, c'est-à-dire le 23 mai matin, la direction technique nationale dirigée par Francis Mahoungou a organisé une marche sportive dite commando dans plusieurs quartiers de Brazzaville. Objectif : vulgariser la discipline, renforcer l'union entre athlètes ainsi que les capacités physique et mentale des participants.

Rude Ngoma

FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

Allemagne, 34e et dernière journée, 2e division

Bochum est champion de Bundesliga 2 après son succès face à Sandhausen (3-1). Sylver Ganvoula a participé à la fête en entrant à la 75e.

Allemagne, 40e journée, 4e division, groupe Ouest

Sportfreunde Lotte bat Wegberg-Beeck (3-1). Remplaçant, Exaucé Andzouana est entré à la 72e, à 0-1 pour les locaux.

Un succès précieux, puisque Lotte compte désormais 6 points d'avance sur la zone de relégation, à deux journées de la fin du championnat.

Angleterre, 38e et dernière journée, 1re division

Everton est corrigé sur la pelouse de Manchester City (0-5). Niels Nkounkou est entré à la 78e, alors que le résultat du match était acté. Les Toffees terminent à la 10e place.

Bulgarie, match en retard de la 2e journée des play-offs, 1re division

Vainqueur de la Coupe de Bulgarie mercredi, le CSKA Sofia a perdu le derby face au CSKA 1948 (0-1). Bradley Mazikou, titulaire et ses co-équipiers ont perdu leur deuxième place, mais ont gagné leur ticket européen grâce à la Coupe.

Grand match mercredi soir contre le FC Beroe de Gaius Makouta.

Croatie, 36e et dernière

journée, 1re division

Osijek finit sa saison par une 23e victoire, face à Istra (2-1). Sans Merveil Ndockyt, convalescent. Deuxième, Osijek est qualifié pour le deuxième tour de qualification de la Ligue Europa Conférence.

Luxembourg, 29e journée, 1re division

Le Racing cartonne chez l'UT Pétange (5-0)

avec un doublé de Yann Mabella, qui totalise désormais 12 buts cette saison.

Quinzième, l'Eztela Ettelbrück entretient l'espoir d'un éventuel maintien en s'imposant à Mondorf-les-Bains, le premier non-relégable (3-2). Godmer Mabouba, titulaire, et son équipe joueront leur dernier match à domicile face à Wiltz, le 8e.

Slovénie, 36e et dernière journée, 1re division

Antoine Makoumbou, titulaire, et le Tabor Sezana s'inclinent à domicile face à la lanterne rouge, le ND Gorica (0-1). Le Tabor finit avec seulement 2 points d'avance sur la zone rouge. Il



Sylver Ganvoula embrasse le trophée de champion de Bundesliga 2 (DR) était temps que la saison s'achève...

Suède, 7e journée, 2e division

En supériorité numérique depuis la 30e minute, Helsingborg l'emporte sur le terrain de Gais (1-0). Avec Ravy Tsouka Dozi titulaire. Helsingborg est 5e avec 12 points.

Suisse, 36e et dernière journée, 1re division

Kevin Monzialis est resté sur le banc lors de la victoire de Lugano à Lucerne (1-2). Lugano termine la saison à la 4e place, à 1 point d'une qualification européenne.

Camille Delourme

MEETING INTERNATIONAL GRAND PRIX CAA

Le Congo termine sur le podium

Les Diables rouges du Congo d'athlétisme se sont emparé de la deuxième place du meeting international grand prix CAA, le 23 mai, à Douala au Cameroun, grâce à leurs neuf médailles dont cinq en or.

Lors de leur première sortie internationale de l'année 2021, les Congolais ont mis les bouchées doubles au cours de cette compétition qui a regroupé seize pays. La performance du Congo l'a placé en deuxième place derrière le Cameroun qui s'est emparé de la première, dominant ainsi les autres pays comme le Gabon, la France, le Nigeria, le Bénin et la République centrafricaine.

Pour l'entraîneur du Congo, Darion Mbouma, la moisson a été très honorable puisqu'avec les dix athlètes qui composaient la délégation congolaise, le pays a pu obtenir neuf médailles dont cinq en or, deux en argent et deux en bronze.

Comme d'habitude, Natacha Ngoye s'est illustrée en sprint en glanant, elle seule, des médailles dans toutes les épreuves où elle a été classée, notamment au 100m, 200m, relais 400 mixte et 4x 100 dame. « Je suis très contente même si je n'ai pas pu me surpasser à cause du manque de compétitions. J'apprécie l'initiative des autorités du pays qui nous a permis de nous mettre en jambe », a déclaré celle qu'on appelle désormais « la Fusée », Natacha Ngoye.

Le président de la Fédération congolaise d'athlétisme, José Cyr Ebina, s'est dit fier du travail fourni par le bureau exécutif fédéral ainsi que par les athlètes. Il estime que le Congo pouvait faire mieux s'il avait aligné les athlètes dans plusieurs épreuves. « Nous sommes arrivés à un jour de la compétition mais les athlètes avaient compris le message. Nous n'étions présents que dans les disciplines de vitesse à cause du manque de moyen », a-t-il indiqué.

Notons qu'après cette compétition, les Congolais se préparent déjà pour affronter avec assurance les championnats d'Afrique qui se tiendront du 24 au 28 juin, au Nigeria.

R.Ng.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

L'UE soutient le processus de la réforme du secteur

Le financement de la deuxième tranche du processus de la réforme de l'Aménagement du territoire, actuellement soumis à une évaluation à mi-parcours, a fait l'objet du plaidoyer du ministre d'Etat, ministre de l'Aménagement du territoire, Me Guy Loando Mboyo, au cours d'une audience qu'il a accordée, le 25 mai, à l'ambassadeur de l'Union européenne (EU) auprès de la RDC, Jean-Marc Châtaigner.

Etant membre du Conseil d'administration de l'Initiative pour les forêts d'Afrique centrale (Cafi), l'UE accorde un intérêt particulier à la réussite de ce processus, raison pour laquelle Jean-Marc Châtaigner a souligné que tout sera mis en œuvre pour rendre plus optimal ce mécanisme en RDC. Il l'a dit au sortir de l'échange qu'il a eu avec Me Guy Loando Mboyo.

«Ça été l'occasion d'aborder avec le ministre d'Etat les différents sujets dont nous traitons ensemble, évidemment des sujets liés à l'Aménagement du territoire. L'UE appuie de façon importante un certain nombre de réserves naturelles des parcs nationaux liés à l'ICCN. Pour nous, il



Jean-Marc Châtaigner et Me Guy Loando Mboyo

à toute une question de sécurisation foncière, de reconnaissance de titres de ces zones. Nous avons discuté de ces aménagements spatiaux avec le ministre

d'Etat, a-t-il déclaré. Et d'ajouter: « Nous soutenons aussi un autre mécanisme qui s'appelle Cafi qui est un mécanisme qui finance les structures

d'Aménagement du territoire et nous avons discuté de la façon de le rendre plus optimal au Congo».

Le plaidoyer du ministre d'Etat, ministre de l'Amé-

agement du territoire n'a pas seulement concerné le décaissement de la deuxième tranche mais aussi l'augmentation de cette enveloppe pour permettre à son pays de mener à bien le processus de la réforme de l'Aménagement du territoire qui vise à le doter des outils et instruments indispensables pour une gestion optimale et rationnelle de l'espace national. Ces outils sont la politique nationale d'Aménagement du territoire, la loi, le schéma national d'Aménagement du territoire et les guides méthodologiques qui permettront aux provinces d'élaborer leurs plans provinciaux et locaux d'Aménagement du territoire.

Blandine Lusimana

Le consortium des entreprises Egaad veut investir en RDC

Le secteur de l'Aménagement du territoire en RDC attire des investisseurs. Pour preuve, le consortium des entreprises Egaad appartenant au milliardaire Égyptien Naguib Sawiris a exprimé ce besoin, le 24 mai, au cours d'une séance de travail avec le ministre d'Etat, ministre de l'Aménagement du territoire, Me Guy Loando Mboyo.

Selon le directeur général du consortium des entreprises d'Egaad, Réda Boulos entend investir en République démocratique du Congo (RDC) dans la construction des bâtiments et dans l'urbanisation du pays. « Nous sommes venus d'abord féliciter le ministre d'Etat et ensuite lui exprimer l'intérêt que nous avons pour l'investissement en RDC. Nous voulons également investir dans la construction comme les habitations, les hôtels et les bâtiments pour bureau et nous essayons de voir pour un plan urbanistique pour le pays et aussi voir dans quelle mesure aider les investisseurs égyptiens qui veulent venir investir en RDC», a-t-il dit.

Tout en saluant l'esprit d'ouverture, le dynamisme et le professionnalisme du ministre



La rencontre entre Guy Loando et le consortium des entreprises Egaad

d'Etat, ministre de l'Aménagement du territoire, Réda Boulos s'est dit optimiste quant à la matérialisation de cet ambitieux projet. « Nous sommes très optimistes par rapport à ces échanges et nous avons

beaucoup d'espoir. J'étais séduit et très heureux de rencontrer le ministre d'Etat, ministre de l'Aménagement du territoire, c'est un honneur et un plaisir. Je salue sa jeunesse, son dy-

namisme, son professionnalisme et sa compréhension », a-t-il signifié. Pour mémoire, le milliardaire Égyptien Naguib Sawiris, qui a investi dans le domaine des télécoms, mines et dans l'industrie aurifère en

Afrique, est un partenaire de taille de la RDC dans plusieurs projets, notamment la fibre optique, le projet ville Kitoko et la construction des ports et barrages hydroélectriques.

B.L.

ERUPTION DU VOLCAN NYIRAGONGO

Vital Kamerhe plaide pour la mise en place d'un fonds de solidarité

Le président de l'UNC s'est adressé spécialement au chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, à Joseph Kabila, Martin Fayulu, Jean-Pierre Bemba et Moïse Katumbi

Dans un message lancé aux leaders politiques congolais, le 24 mai, le président de l'Union pour la nation congolaise (UNC), Vital Kamerhe, a lancé un appel pour la mise en place d'un fonds de solidarité en faveur des populations de Goma et Nyiragongo. Il a exhorté les leaders politiques de l'opposition et de la majorité ainsi que ceux de la société civile à s'unir autour du président de la République pour la gestion concertée des dégâts humains et matériels causés par l'éruption volcanique dans la ville de Goma et

le territoire de Nyiragongo. Selon Vital Kamerhe, l'objectif de son initiative consiste à créer une dynamique nationale de cœur et d'affronter ensemble, dans l'amour, la compassion et la solidarité, les problèmes qu'endurent les populations sinistrées, spécialement dans l'alimentation en nourritures, le logement, les soins de santé et la reconstruction de leur habitat en vue de faciliter leur retour, en toute dignité, dans leurs milieux de résidence.

Le leader de l'UNC a exprimé sa compassion et sa solidarité

à la population éprouvée de Goma et a appelé à la mise en place d'un fonds de soutien aux populations de Goma et de Nyiragongo. Par la même occasion, le leader de l'UNC a invité les membres de son parti présents dans les institutions publiques à décider de la quotité spéciale à prélever sur leurs émoluments qui servira de contribution à verser au fonds de solidarité pour Goma et Nyiragongo. « Soyons unis devant ce drame humanitaire. Le peuple congolais est en deuil », a-t-il dit.

Pour Vital Kamerhe, l'idéal

serait que tous les chefs des corps, les députés nationaux et provinciaux, les sénateurs et tous les membres du gouvernement puissent consentir, pour l'amour de la patrie, que la moitié de leurs émoluments alimente le fonds de solidarité pendant une période de deux mois par exemple. « Cela étant, en ce qui me concerne, en tant que leader, partie prenante, je m'engage à donner dans les limites de mes moyens ma contribution et je souhaite vivement, mes chers frères, que chacun de nous fasse de

même », a-t-il ajouté.

Par ailleurs, d'autres leaders se sont exprimés par rapport à l'éruption du volcan Nyiragongo. Il s'agit notamment de Moïse Katumbi qui a promis de se rendre prochainement à Goma pour manifester sa solidarité à la population locale. La ministre de l'Environnement, Eve Bazaiba, a exprimé toute sa compassion aux populations de Goma avec lesquelles elle partage toute la douleur face à la situation dramatique due à l'éruption volcanique.

Jules Tambwe Itagali

Les premiers secours s'organisent

Conformément aux instructions du président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, le gouvernement que dirige le Premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge a pris toutes les dispositions pour apporter, en appui aux efforts de la province du Nord-Kivu, un soutien en faveur des victimes de l'éruption volcanique de Nyiragongo.

C'est dans ce cadre qu'une visite des sinistrés et des déplacés a été effectuée le 25 mai, notamment à Buhene, l'un des villages affectés du territoire de Nyiragongo. Le gouvernement réitère sa recommandation ferme à la population de Goma, celle de faire preuve de vigilance et de rester à l'écoute des autorités locales. Le bilan provisoire s'est alourdi. En quelques heures, il est passé de quinze à trente et un décès dont la majorité est composée de personnes calcinées par la lave et asphyxiées par la fumée gazeuse. Environ vingt corps ont été remis à leurs familles respectives pour enterrement. Les autres n'ont pas encore été identifiés. Les services de protection civile au Nord-Kivu poursuivent la centralisation de toutes les informations sur le terrain. En attendant, la population est invitée à rester en alerte maximale pour suivre les consignes des autorités provinciales et d'éviter à marcher sur les laves qui dégagent, à certains endroits, une fumée épaisse, une forte chaleur et du feu. Par ailleurs, les mouvements sismiques de terre sont encore permanents. A plusieurs endroits, ces tremblements ont causé des fissures au courant de la journée. Face à cette situation, les autorités provinciales ne cessent d'inviter les populations habitant la zone rouge de ne pas regagner leurs maisons et de respecter scrupuleusement les instructions du Plan d'évacuation.

La riposte humanitaire et sanitaire s'organise



Des Gomatraciens après l'éruption volcanique de Nyiragongo

Dès que le chef de l'État a été saisi de l'éruption, des instructions ont été données pour qu'une délégation gouvernementale fasse une descente à Goma où elle est arrivée aux premières heures de la journée du 24 mai. Cette délégation gouvernementale effectue une mission de solidarité envers la population de Goma et d'évaluation de la situation en vue d'une riposte humanitaire, sanitaire et sécuritaire adaptée.

Font partie de cette mission les ministres chargés de la Solidarité humanitaire, de la Santé publique, de la Recherche scientifique, de l'Intégration régionale, de l'Industrie, de l'Agriculture et celui de l'Enseignement supé-

rieur et universitaire. Aussitôt arrivés, ces membres du gouvernement ont pris part à une réunion de crise avec les autorités provinciales élargie aux responsables de l'Observatoire volcanologique de Goma et des Services de la protection civile du Nord-Kivu.

Dans ce cadre, la situation globale a été passée en revue et le dispositif conjoint d'intervention décliné en cinq axes principaux dont la poursuite de la surveillance du volcan ; l'évaluation de la situation dans les voies d'évacuation vers les zones d'évacuation ; l'évaluation de la situation humanitaire ; le maintien de l'ordre et de la sécurité par la Po-

lice nationale et les Fardc. Pour se rendre compte de l'ampleur des dégâts et de la situation sur le terrain, la délégation gouvernementale conduite par le gouverneur militaire, Constant Ndimba, a visité la route reliant Goma à Kibati endommagée à suite de la coulée de lave. C'est un tronçon d'environ 1700 m de cette route d'intérêt économique qui est couvert de lave empêchant la circulation des personnes et des biens.

Sur place, des dispositions sont déjà prises pour que les travaux soient amorcés dans les prochaines heures afin de rétablir la fluidité du trafic. Cette visite s'est poursuivie au siège de

l'Observatoire volcanologique de Goma (OVG) où le ministre de la Recherche scientifique a eu un entretien avec les agents et cadres. Il les a encouragés à fournir toutes les informations utiles permettant aux autorités d'organiser la prise en charge de la catastrophe. Le ministre José Mpanda Kabangu a annoncé au personnel de l'OVG la mise à disposition des arriérés de leurs primes mensuelles et des frais de fonctionnement. Les matériels vétustes ou endommagés seront progressivement remplacés, l'objectif étant d'améliorer les conditions de travail des agents et cadres de l'OVG.

Alain Diasso

ERUPTION VOLCANIQUE DU NYIRANGONGO

Départ d'une délégation gouvernementale à Goma

Le chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi, a brusquement interrompu son séjour en Europe pour rentrer au pays et superviser personnellement les secours à la suite de l'éruption volcanique intervenue au chef-lieu du Nord-Kivu.

Le président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo a décidé d'interrompre son séjour en Europe pour rentrer au pays afin de superviser la coordination des secours en faveur des populations des zones sinistrées ou qui étaient menacées par l'éruption volcanique du Nyiragongo. Le chef de l'Etat témoigne toute sa compassion et son soutien aux populations locales. Il les invite à faire preuve de prudence et de solidarité face à cette catastrophe naturelle.

Selon le bilan établi par le gouverneur militaire, quinze personnes ont péri à la suite de l'éruption, deux calcinés, neuf par accident de circulation et quatre prisonniers qui tentaient de s'évader. Plusieurs autres personnes ont perdu maisons et biens matériels, ravagés par la lave du volcan. La même source affirme que les populations qui s'étaient déplacées pour fuir cette catastrophe naturelle commencent peu à peu à regagner leurs lieux d'habitation, du moins ceux que la lave a épargnés. Dimanche, l'éruption qui menaçait la ville de Goma s'est estompée net à l'entrée de la ville.

Une réunion d'urgence du gouvernement

Le ministre de la Communication

et Médias a annoncé le départ dimanche dernier d'une délégation gouvernementale pour Goma. Il s'agit entre autres du ministre des Affaires sociales et de la Solidarité, du ministre de la Recherche scientifique, du ministre de la Santé et des ministres originaires du Nord-Kivu. Le 22 mai, sous la direction du Premier ministre, le plan d'évacuation de la ville de Goma a été lancé à l'issue d'une réunion d'urgence tenue au sujet de cette éruption. Tous les services sont mobilisés quant à ce, a fait savoir le porte-parole du gouvernement.

Au cours de cette réunion d'urgence du gouvernement, a dit le ministre de la Communication et Médias, « nous avons fait l'évaluation de la situation. Nous avons échangé avec le gouverneur militaire qui a pris les choses en main et nous avons échangé avec la direction de l'observatoire volcanologique de Goma. » Toujours selon lui, des mécanismes d'intervention seront mis en place. La Monusco a été mise à contribution pour appuyer les efforts des forces armées et tous les services qui sont mobilisés, a révélé le ministre Patrick Muyaya.

Alain Diasso



Une vue aérienne de Goma sous la coulée de lave (photo Afp)

Cent soixante-dix enfants portés disparus

L'Unicef s'inquiète de la situation humanitaire des enfants qui sont les premières victimes des conséquences de l'éruption volcanique à Goma au Nord-Kivu. Cette éruption a causé, selon les dernières estimations, vingt morts, plusieurs dégâts matériels et le déplacement massif de population.

Selon l'agence onusienne, cent-soixante-dix enfants sont portés disparus, d'autres enfants estimés à cent cinquante sont séparés de leurs parents. En dépit des activités sismiques qui se sont intensifiées, la population de Goma commence à regagner la ville. Cependant, des appels à la prudence sont lancés dans la province du Nord-Kivu. Il a été demandé aux parents de ne pas envoyer leurs enfants à l'école. Les écoles sont fermées et les cours sont suspendus jusqu'à ce que la situation revienne à la normale.



Des enfants, victimes de l'éruption volcanique à Goma (Ph.Net)

Une équipe de l'Unicef a été déployée dans les zones touchées de Sake, Buhene, Kibati et Kibumba pour fournir une réponse de première ligne consistant à instal-

ler des points d'eau de chloration dans et autour de Sake pour limiter la propagation du choléra ; à renforcer aussi sa surveillance épidémiologique du choléra, notam-

ment à Goma à la suite du retour de milliers de résidents. L'agence onusienne a également créé deux centres de transit pour les enfants non accompagnés et séparés,

en collaboration avec les autorités locales congolaises. L'Unicef travaille également avec des partenaires pour orienter les cas de violence et d'abus sexistes vers un soutien médical et psychosocial adéquat.

Entre-temps, une délégation gouvernementale conduite par le ministre de la Défense nationale est arrivée depuis le 23 mai à Goma pour évaluer les besoins urgents de la population qui a tout perdu à cause de cette catastrophe naturelle. La province du Nord-Kivu, particulièrement la ville de Goma étant touchée par la pandémie de covid-19, il est urgent que les autorités du pays prennent des mesures humanitaires urgentes pour éviter la recrudescence d'autres maladies.

Blandine Lusimana

CHAMPIONNATS D'AFRIQUE DE SCRABBLE FRANCOPHONE 2021

Les Congolais brillent une fois de plus à Dakar

Les 5e Championnats d'Afrique de Scrabble Francophone qui ont eu lieu le 23 mai à Dakar au Sénégal ont pris fin avec la bonne prestation des Congolais qui ont remporté trois médailles au pays de la Teranga.

Dix pays d'Afrique francophone (Sénégal, Burkina Faso, Niger, Côte d'Ivoire, Cameroun, Bénin, Mauritanie, Togo, Mali et Congo) ont pris part à cette édition qui a regroupé près de 92 joueurs. Comme à l'accoutumée, cinq épreuves étaient au programme, à savoir: l'Elite, le Blitz, les Paires, le Classique et le Défi africain. En dépit du peu d'intérêt réservé à cette discipline pourtant porteuse de lauriers à chaque compétition, les scrabbleurs congolais se comportent toujours bien à chaque sortie. Ce fut le cas encore à Dakar où le Congo a brillé de mille feux grâce à ses cinq joueurs qui ont fait le déplacement au pays de la Teranga sur fonds propres. Au final, les valeureux Congolais ont ramené



La délégation congolaise à Dakar: De Bidier, Maloki Daley, Mikolelé Cyrille, Soni Kevin Crédit photo:»Adiac»

trois médailles confirmant ainsi la bonne santé du scrabble national. À l'élite, une des épreuves majeures au Scrabble, le vétéran Soki Kévin du club Soudure de Bacongo a remporté la médaille de bronze après 7 manches ha-

letantes. Au Classique, autre épreuve majeure du tournoi, Cyrille Tchicaya de Pointe-Noire, meilleur joueur congolais plusieurs fois médaillé africain, a fini vice-champion perdant en finale contre le Camerounais Yann Fon-

keu. Il a néanmoins remporté la médaille de bronze au défi africain dont il était détenteur du titre lors de la 4e édition jouée à Kintélé en 2019.

La fédération congolaise de scrabble que l'on peut contacter

sur: fede.cg.scrabble@gmail.com. existe depuis 1996 et est affiliée au ministère de la Culture et des Arts. Elle est dirigée par M. Edson Kouadja depuis 2017. Sous sa férule, les Diables rouges Scrabble ont remporté plusieurs titres au niveau international.

2018: vice-champion d'Afrique de Classique au Mali.

2019: champion d'Afrique au Défi et médaille de bronze à l'Elite.

2020: champion du monde de la Coupe des nations de Classique (CNC).

2021: vice-champion d'Afrique au Classique, médailles de bronze à l'Elite et au défi africain.

La fédération congolaise lance une fois de plus un appel aux autorités et à toutes les bonnes volontés pour soutenir cette discipline qui est à la fois un facteur de cohésion, un vecteur de valeur, un loisir sain, un outil pédagogique ludique pour les jeunes, un loisir sain mais surtout un vrai sport cérébral qui se pratique à l'échelle mondiale.

Hervé Brice Mampouya

MUSIQUE

Ducé 2 La Nonocité confirme son talent

L'artiste-musicien Duce 2 La Nonocité se distingue dans le monde de la musique par son talent et son originalité qui ne laissent pas indifférents les mélomanes.

Congolo-beninois, Duce 2 la Nonocité vient d'être choisi influenceur digital par une compagnie de téléphonie mobile de la place. Un choix qui est loin d'être anodin puisque, depuis quelques années, l'artiste musicien fait le buzz dans l'univers musical national et international. C'est en 2006 au Bénin en lançant l'album Ekoya suivi d'une réédition du même opus en 2008 que le public remarque cet artiste dont le



style et le genre se démarquent entièrement du conformisme musical actuel. Malgré son succès, Duce 2 La Nonocité

n'arrive pas à faire la musique à plein-temps. Si entre 2000 et 2011, ses études ont pris l'essentiel de son temps. Aujourd'hui, ce sont ses activités professionnelles qui l'empêchent de se consacrer entièrement à la musique. Pour lui, consacrer tout son temps à la musique, dans le contexte actuel, est loin d'être la solution idéale parce qu'être artiste-musicien, c'est bien mais pas suffisant pour garnir les plateformes de téléchargement légal du monde qui peuvent partager nos œuvres et à les protéger. De nombreuses carences et écueils dans le développement de l'art et de la culture au Congo subsistent encore. « Pour que ma musique soit libre, je dois avoir le contrôle total sur elle. On a le contrôle sur sa musique quand on la produit. Grâce aux études, j'ai pu avoir le boulot et c'est ce boulot qui me permet de m'autoproduire car, en Afrique, la musique ne nourrit pas toujours son homme », a-t-il signifié.

C'est en 2016 qu'il lance son 3e opus Eya vol.1 dont les différents clips Pe-pele, Gaze, Vape, La Paix, La Bonne humeur sont régulièrement diffusés sur les chaînes de télévision congolaise et internationale. À Travers ces clips, le public découvre le style de D2LN La Nonocité, un style atypique et identitaire. « Nous étions un groupe d'amis au collège, Les «Nono». On se singularisait par notre style éclectique quand les autres se cloisonnaient dans les clichés. Notre style était libre. Cette attitude, je l'ai mise dans ma musique, elle est éclectique, elle n'a pas de limites, ni de barrières. C'est une musique libre pour une Afrique libre...La Nonocité », a renchéri le chanteur.

H.B.M.

KARATÉ

Les athlètes se préparent pour affronter les échéances futures

La ligue départementale de Karaté et arts martiaux affinitaires de la ville océane organise, depuis un certain temps, les compétitions dans les sous-ligues respectives pour mieux préparer ses athlètes aux nouvelles échéances.



Les karatékas en pleine compétition crédit photo:»DR»

D'ici peu, les meilleurs karatékas du Congo vont se réunir pour participer au championnat national. Une délégation ponténégrine va y prendre part. Pour mieux se préparer, la ligue départementale de Karaté et arts martiaux affinitaires de Pointe-Noire organise, depuis un certain temps, à l'institut Thomas-Sankara, dans le premier arrondissement, des compétitions de karaté à travers les sous-ligues. Après donc Lumumba-Mvoumvou, le tour est venu le week-end dernier, à la sous-ligue de Tié-Tié-Ngoyo d'organiser une compétition avec un collectif élargi de plus de soixante karatékas en catégorie sénior, junior et cadets.

En effet, ces compétitions vont permettre à cette ligue de mettre ses athlètes un peu plus dans le bain en vue de la participation au championnat départemental mais également dans la perspective du championnat national qui sera un moment fort de cette année.

Pendant les compétitions, ces karatékas livrent des combats en kumité et en équipe avec l'esprit d'améliorer leurs performances techniques. À l'issue de ces compétitions, les meilleurs karatékas vont être sélectionnés pour prendre part au prochain championnat départemental. Ainsi les quatre meilleurs athlètes vont être retenus pour le championnat national de Karaté de cette année.

Hugues Prosper Mabonzo

PRÉSIDENT

Gilbert Ondongo nommé représentant personnel du chef de l'Etat



Par décret n° 2021-304 du 25 mai 2021, le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a nommé Gilbert Ondongo, ancien ministre d'Etat, ministre de l'Economie, du Développement industriel et du Portefeuille public, en qualité de son représentant personnel chargé du suivi et de l'évaluation des plans et programmes, avec rang et prérogatives du ministre d'Etat. L'intéressé percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

La Rédaction

DÉVELOPPEMENT DU FOOTBALL

Les présidents des ligues invités à une prise de conscience

Les responsables des différentes ligues ont été exhortés au cours de l'assemblée générale ordinaire de la Fédération congolaise de football, organisée le 22 mai à Pointe-Noire, à avoir le sens de l'initiative, afin de faire de leur ligue le véritable creuset du football congolais.

La présentation des rapports d'activités de chaque ligue départementale est l'un des points débattus au cours des travaux. Le président de la Fécofoot s'est appuyé sur les exposés détaillants, les difficultés auxquelles font face les dirigeants des ligues, pour renvoyer la balle dans leur camp. Jean Guy Blaise Mayolas a demandé aux présidents des dites ligues de consulter les différentes autorités de leur département et conseils départementaux, afin de trouver des espaces qui leur permettront de bénéficier d'un financement, en vue de construire leurs sièges.

Ces instructions font suite aux mêmes difficultés présentées par toutes les ligues départementales, soit un an après la dernière assemblée générale, notamment celle liée à l'organisation, au manque d'infrastructures et de matériel, ainsi que la difficulté pour la plupart des ligues d'organiser leurs championnats.

Les assises de Pointe-Noire ont également permis à la Fécofoot d'adopter son budget exercice 2021, s'élevant à la



Les membres de la Fécofoot et leurs invités examinant à Pointe-Noire les dossiers liés au football/Adiac

somme de 2 379 393 679 francs CFA. Les délégués de l'assemblée ont ainsi également approuvé le programme d'activités et le rapport financier 2020. L'assemblée générale a, par ailleurs, entériné la proposition du comité exécutif relative au choix du cabinet Moore, comme organe de révision indépendant, puis elle a procédé à la mise en place des organes juridictionnels de la Fécofoot. La Commission d'éthique est dirigée par Me Alphonse Danguitokoulou, secondé par Me Anicet Kikonso. Davis Gilbert Mampouya, Jean Cyprien Kelani et Alain Fortuné Malonga sont les membres. Me Ibara a

été placé à la tête de la commission discipline, dont Tertulien Demba est le vice-président. Marie Angèle Bitsindou, Dieudonné Bakolo et Georges

Eboué sont les membres. La Commission de recours a été, quant à elle, placée sous la responsabilité de Me Thomas Djolani, appuyé par Me Kevin Kisito Kodja. Jean Jacques Mbou, Fidèle Stalgar Diahomba et Jean Baptiste Saminou en sont les membres.

À l'ouverture des travaux, Jean Guy Blaise Mayolas a souligné le rôle de Pointe-Noire, havre de paix dans le football congolais. Elle est la quatrième ville à abriter l'assemblée générale, en 59 ans d'existence de la Fécofoot. « Après Dolisie 2012, Owando 2014 et Madingou 2018, c'est pour la quatrième fois en 59 ans d'existence de notre association, que nous

délocalisons notre assemblée générale. Je ne fais pas ici le serment d'initier désormais la rotation régulière de nos assemblées générales, mais il me semble utile d'aller vers la communauté du football dans nos différents départements », a précisé le président de la Fécofoot.

Clôturant les travaux, Jean Robert Bindélé a demandé à la Fécofoot de jeter un regard particulier sur le football des jeunes, espoir dit-il, « de notre œuvre commune ». « Améliorant notre manière d'agir et de faire pour placer le football congolais au dessus de notre image, car un énorme chantier nous attend pour le sortir de l'abîme », a-t-il souhaité.

Françoise Mahoungou, la représentante du Comité national olympique et sportif congolais, a salué la collaboration qui existe avec la Fécofoot, tout en insistant sur l'élaboration d'un plan stratégique, lequel permettra à la Fécofoot d'assurer sa mission première, à savoir, préparer les athlètes à des compétitions continentales, mondiales et aux Jeux olympiques internationales, ainsi qu'à la formation des cadres chargés de l'administration et l'encadrement technique, sans oublier les officiels techniques.

James Golden Eloué

FÉCOHAND

Les élections se tiendront le 3 juin

Le Comité national olympique et sportif congolais (Cnosc) a animé le 20 mai un point de presse au cours duquel il a précisé que les nouvelles élections en vue de doter la Fédération congolaise de handball (Fécohand) des dirigeants crédibles auront lieu le 3 juin au gymnase Nicole-Oba à Talangaï.

Le bout du tunnel est proche. Car la Fédération internationale de handball (IHF) et le Cnosc ont décidé de prendre le taureau par les cornes. La décision a été prise d'un commun accord avec l'IHF. « Le président du Cnosc décide, l'assemblée générale élective de la Fédération congolaise de handball est convoquée pour le jeudi 3 juin 2021 à 10 heures au gymnase Nicole-Oba. Le Cnosc est chargé de prendre toutes les dispositions y relatives ». En d'autres termes, le Cnosc va assurer les frais des délégués, a précisé André Blaise Bollé, premier vice-président du Cnosc.

L'instance mondiale avait ordonné à la Fécohand d'organiser les élections avant le 5 juin après la sentence de la Chambre de conciliation d'arbitrage et du sport, laquelle avait invalidé les élections du 19 décembre 2020,

notre discipline. À l'issue des consultations, le Cnosc a été amené à interroger l'IHF. C'est à ce niveau que les choses ont été décantées. Le Cnosc a demandé à l'IHF de nous donner son avis sur la marche à

suivre. Ne pouvant pas laisser perdurer un désordre, elle a décidé de s'impliquer directement pour la gestion de cette crise », a expliqué le premier vice-président

Depuis qu'elle a donné sa position, l'IHF travaille en intelligence avec le Cnosc pour amener le processus à bon port. Le chronogramme des préparatifs a été dévoilé au travers des décisions signées par le Cnosc et contresignées par l'IHF. Les candidats à l'assemblée générale élective du 19 décembre désireux de se représenter sont tenus de s'inscrire par

une demande mentionnant le poste concerné. Ils ne constitueront plus d'autres dossiers. Les nouveaux candidats sont invités à présenter les dossiers conformément à la circulaire 0455. Les dossiers ont été déposés au secrétariat du Cnosc dans la période du 20 au 22 mai. Le 23 mai, c'était l'envoi des dossiers de candidatures à l'IHF et la Cahb pour validation. Le 27 mai 2021, publication des candidatures validées et du corps électoral.

Un groupe de travail, dirigé par Charles Omboumahou, (membre du conseil de l'IHF) a été créé près du Cnosc en vue d'organiser l'assemblée générale élective de la Fécohand. Il a pour mission de recueillir les candidatures, d'assurer la validation des candidatures, de publier la liste des candidatures validées, de publier le corps électoral, d'assurer l'administration courante, de prendre toutes les dispositions nécessaires à la bonne tenue de l'assemblée générale élective du 3 juin.

J.G.E.



Les dirigeants du Comité national olympique et sportif congolais devant la presse/Adiac

fragilisant ainsi le bon fonctionnement du handball congolais. « Durant cette période, nous avons travaillé avec le ministère pour arriver à une solution de sauvetage de